

Indépendance de la Nouvelle-Calédonie !

1^{er} octobre — Le FLNKS, le RPCR et le gouvernement ont signé le 20 août dernier le protocole d'accord sur le projet de loi référendaire fixant le statut de la Nouvelle-Calédonie pour les dix prochaines années.

Ce projet, reprenant l'accord de Matignon du 26 juin, instaure, sous tutelle coloniale directe, une partition de l'île entre deux provinces kanakes (le Nord et les îles Loyauté) et une province (le Sud) dirigée par les forces anti-indépendantistes, qui possèdera l'essentiel des richesses économiques et la base militaire. Du fait de la faiblesse numérique et sociale des Kanaks, ce « développement séparé », qui tait son nom, se rapproche en fait plus des réserves indiennes que même des bantoustans de l'apartheid sud-africain — une possible étape vers l'extermination des Kanaks. Et, sous la rubrique « formation

Non au plan Rocard !

de cadres mélanésiens », l'impérialisme français s'achète, avec 300 millions de francs débouqués pour le budget 89, la fidélité d'une petite-bourgeoisie kanake. Quant au scrutin d'auto-détermination promis pour 1998, afin de calmer les militants indépendantistes — outre qu'il n'y a aucune garantie qu'il dégagerait une majorité en faveur de l'indépendance —, il serait gravement illusoire de croire dans la parole (même sanctionnée par un référendum) de l'impérialisme français pour y compris l'organiser. Pour exemple, rappelons l'accord du 6 mars 1946 signé entre Ho Chi Minh et le gouvernement français soi-disant « démocratique » [reconnaissant] la République

du Vietnam comme un Etat libre — violé une semaine après par ce même gouvernement !

Par l'accord colonial du 20 août négocié sur le dos des Kanaks par les nationalistes du FLNKS, Mitterrand-Rocard cherchent à maintenir les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français dans la région, et notamment son « porte-avions insubmersible ». C'est le devoir de tout ouvrier conscient luttant contre son propre impérialisme de s'opposer à cet accord, soumis le 6 novembre prochain à un référendum. C'est pourquoi nous écrivions le 7 juillet : « Nous ne pourrions évidemment qu'appeler à voter "non" à un tel référendum. Et c'est le devoir élémentaire du



AFP

Rocard et Lafleur

mouvement ouvrier français de se mobiliser pour le retrait des troupes françaises de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique, pour
Suite page 7

Les fascistes russes s'enhardissent

Les ouvriers soviétiques doivent écraser Pamiat !

La presse soviétique a récemment fait état d'événements inquiétants. Un groupe qui se présente sous le nom de « Front national-patriotique russe Pamiat » organise chaque semaine des manifestations dans la ville de Leningrad.

Une touriste italienne qui avait assisté à une manifestation de Pamiat a écrit une lettre aux *Nouvelles de Moscou* (7 août) : « Une semaine s'est écoulée depuis, mais je suis toujours saisie d'effroi. J'avais l'impression d'assister à un vrai meeting fasciste des années 30 [...] ». « Entouré par des gardes du corps en chemises noires », Dimitri Vassiliev, le dirigeant de Pamiat, éructait contre les Juifs tandis que ses cohortes accusaient des « forces ennemies » d'être responsables de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Tous les citoyens soviétiques décents doivent bouillir d'indignation face aux insultes racistes de Pamiat. Leningrad doit être nettoyé de cette vermine fasciste !

Il n'y a guère de places, à Leningrad, qui n'évoquent le souvenir des 900 jours pendant lesquels cette ville héroïque a résisté aux envahisseurs nazis, ni de rues qui ne



Novosti Press

Mai 1987, les fascistes de Pamiat défilent à Moscou.

rappellent la mémoire de ceux, plus d'un million, qui sont morts pour défendre cet avant-poste du territoire soviétique. Les sombres fosses communes du cimetière mémorial de Piskarevskoe, où sont ensevelis plus de 500 000 habitants de Leningrad morts pendant le siège nazi, ne sont qu'à quelques minutes de route

du jardin Roumiantsevsky. C'est pourtant là, tous les jeudis, dans ce parc au cœur de Leningrad — la ville de Lénine, le berceau de la révolution internationaliste d'Octobre — que Pamiat organise ses répugnantes parades. Les fiers habitants de Leningrad ne peuvent tolérer que cela continue.

Valéry Voskoboïnikov, un écrivain de Leningrad, décrivait ainsi un des rassemblements de Pamiat (les *Nouvelles de Moscou*, 7 août) : « Un orateur a exigé d'interdire aux Russes de se marier avec des représentants d'autres nationalités. Un autre a appelé à déporter immédiatement les Juifs et tous les autres étrangers sur "les lieux de leur patrie historique". Un autre encore a proposé de déclencher une lutte acharnée contre tous ceux qui "sous un nom russe cachent leur essence ethnique". »

Dans les derniers mois, on a vu les murs se couvrir d'affichettes proclamant : « La Russie est pour les Russes. Mort aux youpins ! » Des tombes juives ont été profanées dans des cimetières à Moscou et ailleurs. Lors d'une lecture des poèmes d'Andréï Voznesensky, qui a récemment publié un poème dénonçant ces actes, des billets anonymes sont parvenus à l'estrade, sur lesquels on pouvait lire : « Vous êtes tous des Juifs ou vendus aux Juifs », « Nous vous tuons ». Avec ces appels à une « solution finale » antisémite, avec leurs chemises noires, avec leurs diatribes racistes contre toutes les nationalités non russes, ces « patriotes » grand-russes sont plus que des nationalistes extrémistes ou de nouveaux pogromistes tsaristes Cent-Noirs. Ce sont des nazis endurcis, la progéniture grand-russe de Hitler.

Suite page 4

M 2651 - 87 - 5,00 F



3792651005004 00870

Cantonales: la LCR avait un candidat, nous l'avons retrouvé

1^{er} octobre — En présentant Gilles Cazin, ouvrier à l'usine Renault de Cléon, aux élections de juin dernier — contre, notamment, l'ex-premier ministre Fabius, « M. sale boulot » —, la LTF voulait faire entendre dans ces élections la voix de l'intransigeance léniniste. « Cette campagne », déclarait le candidat bolchévique après l'annonce des résultats du scrutin, « a été un haut-parleur pour le programme révolutionnaire du trotskysme, dont malheureusement l'image qu'en ont jusqu'alors donnée LO et la LCR a été souillée par leur antisoviétisme et leur capitulation à Mitterrand et à la social-démocratie ». Notre principal regret, dans cette campagne, fut l'absence des candidats de cette fada « extrême gauche » avec qui débattre publiquement.

Tout porte à croire que trois mois après, la LCR de la région rouennaise s'est émue de l'impact, même modeste, de notre campagne et a décidé de relever le gant. En effet, c'est à Louviers, à quelques kilomètres seulement de la 4^e circonscription de la Seine-Maritime où se présentait Gilles Cazin, que la LCR a présenté, contre notamment « la châtelaine Proust » (la candidate RPR), son seul candidat... aux élections cantonales du 25 septembre.

Nous devons avouer que c'est pour le moins bizarre pour une organisation politique de propagande de présenter un candidat aux élections cantonales. En tant que léninistes, nous voulons en effet « user de la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire » (« Le Parti communiste et le parlementarisme », Résolution du II^e congrès de l'Internationale communiste). Le moins qu'on puisse dire des cantonales, c'est qu'elles ne sont pas

une tribune de premier choix pour la propagande marxiste.

Mais législative ou cantonale, au fond cela importe peu. Restent, à trois mois de distance, deux campagnes d'organisations qui se réclament du trotskysme. Restent surtout deux propagandes, qualitativement différentes. Les dirigeants locaux de la LCR ont apparemment voulu se démarquer des « ultra-propagandistes » de la LTF, et faire une contre-campagne « non sectaire ». Résultat: une déplorable bouillie sous-réformiste.

Considérons les « professions de foi » envoyées aux électeurs. « Votez bolchévique! Pour un gouvernement ouvrier! », proclamait celle de Gilles Cazin. « Je me présente parce que je suis comme vous », explique celle de Gérard Prévost. Nous ne souhaitons cependant à aucun ouvrier de ressembler à ce « révolutionnaire », car il avoue plus loin qu'il souffre d'une fâcheuse tendance à croire tout ce que Mitterrand a pu un jour ou l'autre promettre: « Non aux impôts locaux trop lourds! L'Etat avait pourtant donné sa parole! », « Service militaire à six mois! Mitterrand l'avait promis en 1981 », « Droit de vote pour nos potes, dès les municipales! Mitterrand l'avait promis! »

A vrai dire, la profession de foi du candidat de la LCR ne le présente pas comme un trotskyste, ou comme quelqu'un qui aurait quoi que ce soit à voir avec le communisme ou le socialisme. « Je suis militant syndical », proclame Prévost. « A Cléon, nous avons bloqué deux cent vingt licenciements pendant sept mois. La direction y regardera à deux fois avant de recommencer; cela lui a coûté trop cher. »

Quel ouvrier conscient n'éprou-

Gérard Prévost (au centre) et Krivine (à droite) sur la route de Louviers...



verait pas de la sympathie pour un tel « militant syndical », qui se bat avec ses camarades de travail et qui contribue à la victoire d'une juste lutte? Mais voilà, ce que ce militant syndical exemplaire ne dit pas, c'est que ces licenciements ont finalement eu lieu en avril dernier, et que la responsabilité de cette défaite revient avant tout aux directions syndicales — et en particulier à celle de la CGT-Cléon —, lesquelles, comme nous l'avions expliqué à l'époque, « se sont refusé dès le début à engager la lutte dans la seule voie susceptible de mener à la victoire: arrêt total de la production, jonction avec les autres usines du groupe Renault et avec les entreprises de la région rouennaise qui, elles aussi, licencient » (le Bolchévik n° 83, mai). Notre camarade Gilles Cazin, militant révolutionnaire dans l'usine, s'est battu, lui, dès l'annonce des licenciements, contre cette politique de défaite, pendant que les militants de la LCR servaient de conseillers « combatifs » aux bureau-

crates de la CGT. Aujourd'hui, ils continuent à jouer leur rôle de larbins à l'extérieur de l'usine en transformant les défaites en « victoires ». Mais les amis d'Alain Krivine ont encore beaucoup à apprendre: aucun dirigeant réformiste sérieux n'oserait, comme ils le font, expliquer aux ouvriers que « ces licenciements n'auraient pas pu avoir lieu si l'inspection du travail avait gardé le pouvoir de les interdire », et proposer comme remède miracle aux licenciements « le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement supprimée par Chirac » (le Courrier de l'Eure, 21 septembre). Auraient-ils oublié que l'écrasante majorité des licenciements en masse s'est faite avant la fameuse suppression?

Il y a une chose dont le prolétariat de ce pays, « français » et d'origine immigrée, a aujourd'hui cruellement besoin: un parti d'avant-garde léniniste-trotskyste. Il y a beaucoup de choses dont il n'a nul besoin, et l'une d'elle s'appelle la LCR. ■

Liberté pour Mordechai Vanunu!

Nous reproduisons ci-dessous le tract distribué par la Ligue trotskyste au rassemblement organisé à Paris, à l'initiative du Comité de défense de Mordechai Vanunu, le 30 septembre dernier, pour commémorer le deuxième anniversaire de l'enlèvement de Vanunu à Rome par les services secrets israéliens.

Depuis deux ans, Mordechai Vanunu, ex-technicien de l'usine nucléaire israélienne de Dimona, est enfermé dans l'enfer de la prison d'Ashkelon. Vanunu a été kidnappé à Rome par le sinistre Mossad, agissant avec la complicité de ses alliés impérialistes italiens, australiens et britanniques. Les dirigeants sionistes continuent à réduire au silence cette voix courageuse qui a révélé au monde l'étendue de l'arsenal nucléaire meurtrier d'Israël.

Maintenu dans l'isolement, privé de tous ses droits, jugé sous le sceau du secret, Vanunu a été condamné en mars dernier à 18 ans de prison par le tribunal de district de Jérusalem. Les mesures barbares de détention qu'il subit actuellement sont à la mesure de la haine que lui vouent les assassins israéliens.

Cet homme héroïque a osé violer l'appétit pour le « Lebensraum » de Tel-Aviv, au nom duquel sont assassinés chaque jour des Palestiniens. Ils n'auraient aucun scrupule à entraîner l'humanité tout entière dans une troisième guerre mondiale pour satisfaire leur folie meurtrière. Pour assurer les droits légitimes du peuple palestinien et du peuple de langue hébraïque, sans parler du futur de l'humanité, il faut: une fédération socialiste du Proche-Orient!

Les 100 à 200 bombes nucléaires, dont disposent aujourd'hui les dirigeants de l'Etat israélien, visent non seulement les Etats arabes voisins mais font aussi partie intégrante du dispositif militaire des impérialistes pointé sur l'URSS. Et c'est bien grâce à l'aide active de l'impérialisme mondial — les Américains qui l'ont dissimulé, les Français qui ont construit le premier réacteur israélien — que l'Etat-forteresse de Shamir et Pérès est aujourd'hui un détonateur pour une troisième guerre mondiale.

Les amis de Vanunu ont lancé une campagne internationale pour sa libération. Depuis le début, le

Partisan Defense Committee, organisation de défense légale, non sectaire et lutte de classe en accord avec les vues politiques de la Spartacist League/US, section américaine de la tendance spartaciste internationale (TSI), et toutes les sections de la TSI se sont mobilisées pour défendre Vanunu, appelant le mouvement ouvrier international à en faire son combat.

Les travailleurs dans le monde qui sont la chair à canon pour la guerre impérialiste, les Palestiniens sous la botte de la terreur d'Etat israélienne, les travailleurs d'Israël de langue hébraïque vivant dans un piège mortel, et tous les peuples qui veulent la paix ont des raisons de réclamer la libération de Vanunu. La lutte pour sa libération nécessite une large unité d'action sans faire disparaître les différences politiques.

Mordechai Vanunu a rendu un grand service à l'humanité. Il ne doit pas être oublié! Il faudra une protestation toujours plus grande du mouvement ouvrier international pour arracher cet homme des griffes de la terreur d'Etat israélienne! Libérez Mordechai

Vanunu!

Paris, le 30 septembre 1988
Ligue trotskyste,
section française de la
tendance spartaciste
internationale

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION: Ian Donnelly.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchevik, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Gaspard-Monge
55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Echange sur la Nouvelle-Calédonie

Le piège mortel du nationalisme

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une lettre d'un lecteur, suivis de notre réponse. Pour des raisons de place, nous avons dû procéder, dans cette lettre, à des coupures qui maintiennent néanmoins les arguments et développements du camarade qui polémiquait contre l'article sur la Nouvelle-Calédonie paru dans le Bolchévik n° 85 (juillet-août).

Epernay, le 19 juillet

Soeurs,
Frères, Camarades,
Chers Camarades du Bolchévik,
Chers Camarades rédacteurs,

J'apprécie, en général, la précision et la clarté de vos analyses politiques, notamment votre soutien sans ambiguïté à l'unité d'action des travailleurs français et immigrés, seul moyen de lutter efficacement contre le racisme qui fleurit sur le fumier de la société bourgeoise. Je reconnais que seule la Ligue trotskyste mène de façon correcte ce juste combat, dans les organisations de gauche révolutionnaires indépendantes du Parti communiste (ex: Flunch/Rouen, skinheads).

Mais, adhérent à la CGT, je ne partage pas tout à fait vos critiques à l'encontre du Parti communiste français (dont je ne suis pas membre) l'assimilant à une organisation social-démocrate complaisante avec les patrons [...]. Mais où je diverge de votre analyse, c'est sur la Nouvelle-Calédonie. En effet, je me sens sur la même longueur d'onde que les Kanaks. Tjibaou n'est pas un traître au FLNKS. Bourguiba, en 1955, avait accepté les « conventions d'autonomie interne » proposées par Mendès France, non comme finalité, mais comme moyen stratégique d'aboutir à l'indépendance totale de la Tunisie [...].

Les militants du FLNKS n'ont pas à être « dégoûtés » de Tjibaou. Tjibaou, comme Bourguiba en 55, n'a pas le choix. Le rapport de forces est très défavorable aux Kanaks, plus défavorable encore que pour les Tunisiens en 55 qui disposaient des groupes armés, structurés et rompus à la lutte de guérilla depuis les événements du Cap Bon en 1952, durement réprimés par les forces colonialistes.

Tjibaou n'a pas marchandé le compromis. Il le prend comme il est mais n'en pense pas moins. Il y a les textes et la réalité des choses. Mais lorsque le camarade rédacteur dit: « La seule alternative pour les militants kanaks, c'est de rompre avec le nationalisme », c'est inquiétant car les Chirac, les Lafleur et les Pons ne peuvent qu'être de cet avis. Vous tenez le même argument que les impérialistes niant l'identité kanake dans un conglomérat intégrant les composantes les plus hostiles aux Kanaks, les plus racistes, les plus réactionnaires, les plus chevillées à l'idéologie coloniale.

Car ce n'est pas seulement l'administration française et l'armée dont les Kanaks ont à se débarrasser, mais aussi des parasites wallisiens, tahitiens, qui sont financiers, hommes d'affaires, spéculateurs, les

Caldoches! Bien sûr, car ce sont des colons racistes peu différents des paysans sudistes du Mississippi, des Afrikaners, de tous les colons, quels que soient les pays. Les colons ont toujours le même comportement. Le racisme et l'obscurantisme imprègnent complètement la façon de penser de ces gens-là.

Vous savez certainement que la Nouvelle-Calédonie est le territoire d'Outre-Mer (et [l'approximatif] département « français »!) où la droite recueille le plus de suffrages. Même les départements d'Alsace ne peuvent rivaliser avec la Nouvelle-Calédonie.

Et pourtant...



Mise en terre des victimes du massacre d'Ouvéa. L'impérialisme français ne reculera devant aucun crime pour maintenir sa domination.

La réalité, c'est que sur le plan de l'égalité des droits démocratiques — que vous défendez en tant que révolutionnaires, et c'est logique —, les Kanaks n'ont rien à attendre des Caldoches, si ce ne sont des coups de fusil et une collaboration avec les flics français, contre les Kanaks, avec les gendarmes contre les « voyous » du FLNKS.

Le comportement politique, idéologique, social — le statut économique des Caldoches les opposent aux Kanaks qu'ils considèrent toujours comme des sous-hommes, imbus qu'ils sont de leur supériorité raciale (toute illusoire et antiscientifique, certes), et attachés qu'ils sont à leurs privilèges d'Européens (de souche). Tout comme il y a un peu plus de trente ans les Français de Tunisie. Ils ont déchanté depuis. Tant mieux.

[...]

Le nationalisme kanak, camarades, n'est pas un choix. Il s'impose par les conditions d'infériorité et de subordination dans lesquelles est tenu en laisse, aujourd'hui, et depuis plus de cent ans, le peuple kanak. Ce qui n'exclut pas une orientation socialiste. Toutes les révolutions, quelles qu'elles soient, ont une réalité nationale. Et c'est la solidarité internationale de la classe ouvrière et des peuples opprimés qui construit et renforce l'internationalisme prolétarien, comme l'ont souligné tous

les congrès de la Troisième Internationale.

Mais nous ne pouvons dire à l'avance ce sera comme ça, ici, et selon tel et tel développements. Vos analyses me semblent très justes sur de nombreux points d'argumentation, dans le domaine des luttes sociales, sur le chômage, la répression patronale, le racisme, et vos positions révolutionnaires combatives contrastent avec la modération, et pire, la triste indigence idéologique des LO, SOS-Racisme et consorts.

Mais avancer que les Kanaks gagneraient à en finir avec leur nationalisme, alors qu'à l'évidence ce

étape dont la durée ne peut être pré-déterminée, je soutiens non pas les orientations conservatrices, traditionnelles ou religieuses, car ça existe aussi, mais celles basées sur les principes et un programme de transformation marxiste radicale de la société. Il faut en effet dépasser le nationalisme au sens strict pour aller plus loin. Mais la lutte de libération nationale ne peut être effacée ni isolée du projet marxiste et léniniste qui la prolonge pour renverser la bourgeoisie « nationale » et mettre en place les bases et les structures à tous niveaux d'un pouvoir socialiste réel et où la classe ouvrière (si elle est puissante) joue un rôle politique déterminant [...].

Nos divergences portent certainement sur le nationalisme et peut-être serait-il intéressant que vous apportiez des éléments d'argumentation marxiste sur cette question dans un prochain numéro.

Je précise que je ne suis pas militant du PCF ni du PCT [Parti communiste tunisien], mais de la CGT, et que je soutiens sans réserves les rares organisations, dont le PCF, le PCT et la Ligue trotskyste de France qui ont pour objectif la construction du socialisme, impliquant le renversement de la bourgeoisie, la neutralisation du patronat et de toutes les forces réactionnaires, religieuses et cléricales.

Pour conclure, et en espérant de votre part une réponse argumentée sur la question nationale, je vous adresse, sœurs, frères, camarades, au Bolchévik et à la Ligue trotskyste, malgré des nuances et des différences d'approches politiques sur le nationalisme, mais avec ma solidarité envers les authentiques révolutionnaires, ma fraternelle estime, et comme disait votre grand révolutionnaire Saint-Just, conseiller de Robespierre: Salut et fraternité.

M. S.

Avec le soutien entier à la Ligue trotskyste de [suivent neuf noms].

Réponse du Bolchévik :

La question du nationalisme semble bien en effet au coeur de nos divergences. Il est d'abord erroné, comme le fait le camarade quand il écrit que « le nationalisme kanak n'est pas un choix » mais qu'il « s'impose » par les conditions de l'oppression coloniale, d'assimiler lutte contre l'impérialisme et natio-

Suite page 6



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Pamiat...

Suite de la page 1

Vingt millions de citoyens soviétiques, de toutes nationalités, sont morts en combattant les envahisseurs hitlériens; il faut que Pamiat subisse la colère des survivants. Pour chacun des fascistes de Pamiat, il y a des dizaines, des centaines d'ouvriers, d'étudiants, d'anciens combattants, de jeunes conscrits qui haïssent les fascistes et qui viendraient volontiers un jeudi au jardin Roumiantsevsky pour donner une bonne leçon aux nazis russes. Qui peut douter qu'une seule manifestation combative, avec 50 000 habitants de Leningrad en colère, préparés comme il convient pour se défendre, qui viendraient pour brûler des drapeaux à croix gammée face à Pamiat, et prêts à chasser ces nazis jusqu'au fleuve Neva ou à les pousser dans les canaux, mettrait un terme à Pamiat? Il faut écraser les nazis de Pamiat avant que cette plaie purulente devienne une gangrène qui menace l'Etat soviétique et sa population multinationale.

POURQUOI PAMIAT A-T-IL ETE TOLERE ?

L'écrivain Voskoboïnikov raconte la scène suivante, au cours d'un des rassemblements hebdomadaires de Pamiat: « Une scène était particulièrement odieuse, quand un des habitants de Leningrad a brandi un panneau avec les mots: "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!" Devant les yeux à la fois des miliciens et des "commissaires", ce panneau a été arraché de ses mains et déchiré, et lui-même a été immédiatement bousculé par des militants de Pamiat. Pourquoi les responsables de la milice "protègent"-ils si soigneusement les intérêts des organisateurs de ces meetings? »

C'est un secret de polichinelle que Pamiat a des protecteurs au sein de la bureaucratie. A Moscou, un de ses dirigeants est un certain Valéry Emelianov, un antisémite professionnel attaché au corps diplomatique soviétique dans les années 50, et qui a été condamné en 1980 pour le meurtre et le dépeçage, dans des conditions atroces, de sa femme. Il fut libéré après un court séjour dans un hôpital psychiatrique, pour réapparaître à Moscou quand Pamiat est devenu actif. Comme nous l'écrivions l'année dernière, « Avec l'avènement de la glasnost de Gorbatchev, on voit sortir au grand jour à peu près n'importe quoi, des courants de gauche jusqu'aux pires ultranationalistes » (« Pamiat: des fascistes russes relèvent la tête », le Bolchévik n° 76, septembre 1987). Pamiat, qui déclare de façon obscène être le gardien de la « mémoire » (pamiat en russe) de la Russie, est sorti de son trou et a commencé à s'organiser.

L'année dernière, quand il était encore le dirigeant du parti à Moscou, Boris Eltsine, le super-héraut



Yevgeni Khaldei

1945, l'Armée rouge victorieuse marche en Autriche. Vingt millions de Soviétiques sont morts pour débarrasser l'URSS des nazis.

de la perestroïka, avait accordé une audience de deux heures à une délégation de Pamiat. A la fois Raïssa Gorbatchev et Egor Ligatchev, le « conservateur » anti-Gorbatchev, sont des admirateurs de l'artiste russe Ilya Glazunov, dont la dernière œuvre commémore le millième anniversaire de l'Eglise orthodoxe russe en montrant Staline, Trotsky et Lénine conduisant une meute de bolchéviks sur une route faite de crânes, sous le regard des tsars et des saints russes! (La célébration officielle du millénaire par le gouvernement, en juin dernier, a apporté de l'eau au moulin de l'obscurantisme nationaliste russe — et semble avoir fourni à Pamiat l'occasion de commencer ses rassemblements hebdomadaires.) Très récemment, le tsariste Alexandre Soljenitsyne (qui rend Lénine responsable des goulags) a été invité à participer à un comité officiel nommé pour ériger un monument aux victimes des crimes de Staline.

Avec son programme conservateur de « socialisme dans un seul pays », son renoncement à l'internationalisme léniniste, son ralliement aux traditions séculaires du nationalisme russe, la bureaucratie stalinienne, au mieux, désarme politiquement les masses soviétiques face à la réaction fasciste indigène. De plus, à certains moments, cette bureaucratie rejoint dangereusement des réactionnaires grand-russes déclarés. Dans sa campagne meurtrière pour écraser l'opposition bolchévique-léniniste dirigée par Léon Trotsky, Staline a eu recours à l'antisémitisme le plus vil. Les groupes fascistes russes qui ont proliféré parmi les communautés d'émigrés contre-révolutionnaires dans les années 20 et 30 en sont arrivés à apprécier Staline parce que, comme le faisait remarquer un historien du fascisme russe, il « avait tué davantage de communistes que Mussolini, Hitler et Tchiang-Kai-Tchek réunis ».

EST-CE LA OU VA L'URSS DE GORBATCHEV? VERS PAMIAT? IL FAUT L'EMPECHER !

Décrivant la double nature de la caste bureaucratique nationaliste, qui repose sur les bases internationalistes de l'Etat ouvrier créé par la révolution d'Octobre, Trotsky écrivait: « S'il était possible de passer aux rayons X l'ensemble de l'appareil, nous y découvririons des

bolchéviks qui se cachent, des révolutionnaires désemparés, mais honnêtes, des démocrates bourgeois et enfin des candidats au fascisme » (« De nouvelles défections », mars 1938, Oeuvres, tome 16). Sous la glasnost et la perestroïka, tout un éventail politique qui était resté en sommeil pendant des décennies de sévère répression est apparu au grand jour dans l'URSS de Gorbatchev. Pamiat se

A Leningrad : le centre de la révolution d'Octobre, les ouvriers en armes ont défendu la ville pendant 900 jours contre les nazis.



Ambassade d'URSS

situé à l'un des extrêmes — la contre-révolution fasciste déclarée. Elaguer cette excroissance ouvrira des possibilités pour une transformation révolutionnaire qui amènera à l'Union soviétique le socialisme authentique.

Après avoir dans le passé réprimé tous ceux en qui il voyait une menace pour son ordre bureaucratique, le régime stalinien, maintenant que la chape de plomb a été un peu soulevée, permet aux fascistes grand-russes de parader dans les rues. Nous ne demanderons certainement pas au régime stalinien, qui ne reconnaît pas de véritables fascistes quand il les a sous le nez, d'écraser maintenant la menace que représente Pamiat. Beaucoup de citoyens soviétiques craignent, à bon droit, que toute répression sonnerait le coup d'envoi pour une reprise de la répression tous azimuts. La population soviétique doit faire à nouveau usage de son droit à des manifestations politiques de masse.

Ce qui est maintenant nécessaire, c'est une mobilisation vigoureuse organisée aussi largement que

possible — d'en bas, indépendamment des autorités — à Leningrad, afin d'assurer le rapport de forces le plus favorable possible contre les dangereux fanatiques fascistes de Pamiat. Des gens venant d'horizons politiques différents peuvent se rassembler dans l'action pour écraser Pamiat. Ils attireront sans aucun doute de leur côté beaucoup d'habitants de Leningrad qui ont encore dans leur mémoire les images douloureuses, et qui compenseront par leur ardeur la force physique qui leur manque aujourd'hui. Il faut des manifestations massives et déterminées pour éliminer cette menace hitlérienne indigène, et mettre les autorités devant le fait accompli.

Il faudra un parti trotskyste à la tête des travailleurs soviétiques pour restaurer une authentique démocratie soviétique. L'écrasement de Pamiat, qui constitue une mesure d'autodéfense nécessaire de la part de la population soviétique, sera une étape dans cette voie.

Le New York Times du 29 avril 1982, qui rapportait une tentative de manifestation fasciste à Moscou, faisait ce commentaire: « Les souvenirs de la guerre contre l'Allemagne nazie et de ses vingt millions de victimes demeurent sacrés en Union soviétique, et les Moscovites qui entendent parler de cette tentative de rassemblement se déclarent généralement choqués que quiconque fasse ouvertement l'apologie du fascisme. » Quand cette poignée de nazis russes se montrèrent au square Pouchkine pour « célébrer » l'anniversaire de Hitler, ils furent immédiatement pris à

partie et châtiés comme il se doit par des centaines d'étudiants et de supporters des clubs sportifs Spartak, Dynamo et Armée rouge.

Le climat politique qui a enhardi Pamiat à se montrer au grand jour a été renforcé par les encouragements prodigués par le régime Gorbatchev aux profiteurs capitalistes, et par son refus de faire même référence à la cause de la lutte de classe internationale. Mais il y a des milliers d'anciens de l'Armée rouge qui sont toujours fiers d'avoir rempli leur « devoir internationaliste » en combattant les réactionnaires soutenus par la CIA en Afghanistan, et qui sont bien entraînés pour se défendre et défendre l'Etat soviétique contre la racaille réactionnaire. Ils ne laisseront pas une bande de nazis imposer leur présence dans la ville de la révolution d'Octobre. Les tueurs d'enfants dirigés par les mollahs auraient dû être balayés en Afghanistan; les nazis de Pamiat doivent absolument être écrasés à Leningrad!

Traduit de Workers Vanguard n° 461

POUR CONTACTER LA LTF

Paris	Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tel: 42 08 01 49
Rouen	Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tel: 35 71 20 86
Lyon	Spartacist BP 7105 69353 Lyon Cedex 07 Tel: 78 58 62 17

Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes Spartacistes

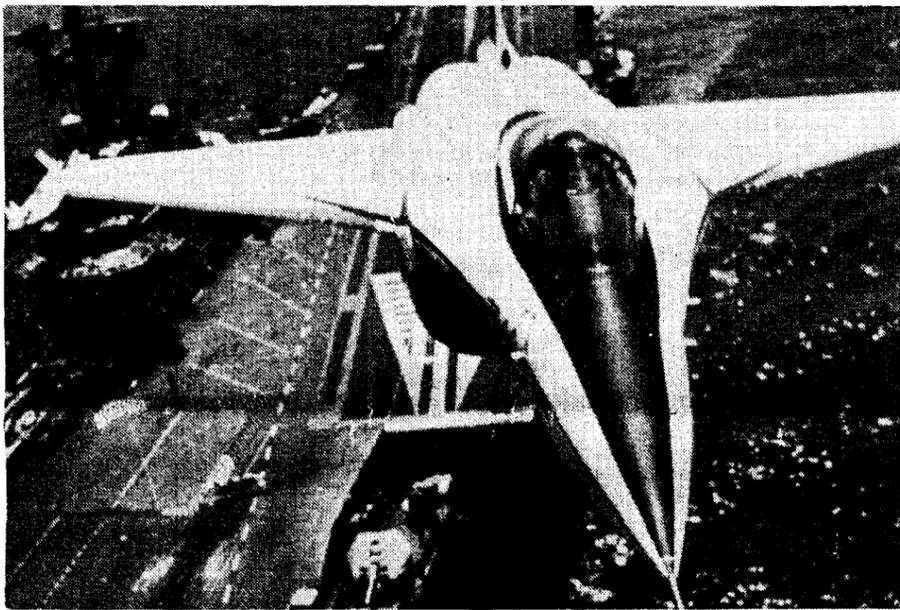
Chevènement, Marchais et le Rafale

Plus chauvin que moi, tu meurs...

Le 6 septembre, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense et papa gâteau des tortionnaires d'Ouvéa, visite le 11^e régiment du génie à Rastatt (RFA), où il déclare sans complexes contre qui est tournée la « défense européenne » dont l'embryon est la brigade franco-allemande prévue pour octobre: « La posture défensive de l'Union soviétique et de ses alliés [...] n'existe pas » (Le Monde, 8 septembre). Si vous avez fait votre service militaire, ça vous rappelle l'air connu de « l'envahisseur soviétique ». Il n'y a qu'une seule différence entre les propos d'un abruti d'instructeur et ceux d'un ministre, le cynisme: « Il faut juger l'adversaire potentiel non à ses intentions mais sur ses capacités » (Ibid.) Autrement dit, ce qui gêne Chevènement, ce ne sont pas les intentions imaginaires de la bureaucratie du Kremlin d'attaquer qui que ce soit, mais que l'URSS possède « des moyens-feux considérables et impressionnants ». C'est-à-dire qu'elle soit armée. Ce n'est pas un raisonnement de « dissuasion » mais d'attaque! Que ses inquiétudes soient axées sur comment l'URSS peut répondre, ne peut confirmer qu'une chose: l'impérialisme français s'inscrit pleinement dans le dispositif militaire international antisoviétique et entend y jouer son rôle.

A BAS LE RAFALE! DEFENSE DE L'URSS!

Lorsque pour toute réponse, l'Humanité du 7 septembre critique l'impérialisme français parce qu'il met des bâtons dans les roues aux négociations sur le désarmement, c'est comme si elle condamnait Klaus Barbie pour port d'armes prohibé. Lénine expliquait déjà en 1916 à propos du désarmement: « En effet, par cette prédication, on inculque aux ouvriers l'idée que les gouvernements bourgeois actuels des puissances impérialistes ne sont pas ligotés par les milliers de fils du capital financier, et par des dizaines ou des centaines de traités secrets conclus entre eux dans le même esprit (c'est-à-dire ayant pour fin le pillage, le brigandage, et préparant la guerre impérialiste) » (« A propos du mot d'ordre de "désarmement" », Oeuvres, tome 23). Dans la même cuvée, la campagne du PCF « 40 milliards pour l'école » est dangereuse, car elle fait croire que l'impérialisme français pourrait se transformer en facteur de progrès social. Mais la mé-



Alain Emault

Le Rafale, c'est au moins 120 milliards de francs. Contre les sociaux-chauvins Chevènement et Marchais, nous, trotskystes, disons: Pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise!

daille a son revers. Ce mot d'ordre démagogique et bidon est l'écran de fumée qui sert à camoufler, autre chose; les Marchais et Cie ne veulent pas toucher à la défense nationale: « [Casanova] a alors rappelé [...] qu'il est possible d'économiser "sans avoir à s'engager dans quelque désarmement unilatéral que ce soit" » (l'Humanité, 16 septembre).

Le PCF a beau parler de gouffre à milliards, il a voté les crédits militaires de 81 à 84. Et il est prêt à recommencer, comme le prouve l'ignoble campagne chauvine de soutien au Rafale, un avion de guerre, mais qui, contrairement à l'avion de combat européen, est lui purement français! Et là on ne parle pas de 40 milliards mais au bas mot de 117, et encore, si le Rafale est exporté! Et le plumitif chauvin de rêver d'un capitalisme bien de chez nous: « Plutôt que de coopérer pour garantir l'indépendance nationale et assurer ensemble leur indispensable redéploiement vers le civil, les groupes français se font la guerre par industriels étrangers interposés » (l'Humanité, 17 septembre). Nos franco-staliniens ont le raisonnement suivant: « L'objectif du Rafale est d'assurer la défense de la France. Y renoncer, ce serait céder aux Américains [...] ». Ce qui revient à dire que la France n'est pas réellement un impérialisme.

L'Humanité a eu le culot d'expliquer sans sourciller que « les euromissiles sont pointés sur l'industrie aéronautique et aérospatiale françaises » (l'Humanité, 17 septembre). Allez-vous avaler ça, camarades? Si les capitalistes n'ont jamais transformé les bombes en pain, ils savent très bien l'intérêt qu'ils ont à remplacer le missile nucléaire Pluton « en fin de vie » par le Hadès, plus efficace. Car dans leur incessante recherche de nouveaux débouchés, ils rêvent de récupérer les marchés immenses que représentent l'Union soviétique et les autres Etats ouvriers déformés, pour les transformer en sous-colonies. Mais ce pourrait bien être la « solution finale »: la transformation du monde en un amas de cendres irradiées.

Nous, trotskystes, avons choisi notre camp: face aux attaques bellicistes des impérialismes, d'où qu'elles viennent, nous nous plaçons militairement et sans réserves du côté de l'URSS!

Le véritable défenseur de l'URSS n'est pas Marchais, mais Trotsky: « Les révolutionnaires ont le devoir de défendre d'arrache-pied chaque position gagnée par la classe ouvrière, que ce soit ses droits démocratiques, l'échelle des salaires, ou cette immense conquête de l'humanité qu'est la nationalisation des moyens de production et l'économie planifiée. Ceux-là qui sont inca-



Jean-Eudes SCHURR/Collectif

l'Express

pables de défendre ce qui a déjà été obtenu ne peuvent lutter pour de nouvelles conquêtes. Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'URSS de toutes nos forces!» (Trotsky, « Lettre aux travailleurs d'URSS », cité dans la Lutte antibureaucratique en URSS).

L'ESCLAVAGE COLONIAL EN BLEU BLANC ROUGE

N'ayant pour autre perspective qu'une nouvelle alliance de collaboration de classe, Marchais fera tout pour prouver à la bourgeoisie qu'il n'est pas un « vendu à Moscou ». Il ne fait pas dans la dentelle quand il fait reluire la bannière coloniale: « Le drapeau représente dans notre pays et dans le monde un espoir de liberté » (l'Humanité, 9 septembre). Et cela, trois mois après que les soudards tricolores aient massacré à Ouvéa! Le fait que Tjibaou ait passé par-dessus bord l'indépendance en se prosternant devant Rocard est bien pratique pour la direction « tricolore » du PCF. Il permet de défendre les accords, c'est-à-dire le maintien des troupes coloniales, tout en invoquant la volonté des Kanaks!

La direction du PCF veut faire oublier sa politique coloniale d'après 1945, mais sans rien renier

Suite page 15

Nationalisme...

Suite de la page 3

nalisme. C'est en tant qu'internationalistes prolétariens que nous donnons, contre l'impérialisme, un soutien militaire à la lutte des pays coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance nationale. Précisément parce que nous luttons de la façon la plus résolue et la plus conséquente contre toute forme d'oppression nationale et pour l'indépendance politique et l'unité internationale du prolétariat qu'entraînent les antagonismes nationaux. Les léninistes-trotskyistes ont toujours fait une nette distinction entre le nationalisme des peuples de type colonial et celui de leurs oppresseurs impérialistes. Nous tenons même compte du sentiment d'hostilité existant dans les masses coloniales à l'égard des nations impérialistes, y compris souvent de la classe ouvrière de ces pays oppresseurs — sentiment largement entretenu par la politique chauvine des partis ouvriers réformistes, sociaux-démocrates et staliniens, des pays impérialistes. Néanmoins, nous ne soutenons pas le moindre nationalisme, même celui des plus opprimés. Nous ne soutenons que les aspects démocratiques de leurs aspirations nationales — la lutte contre l'oppression et les privilèges nationaux. Lénine considérait que, contrairement à ce qu'écrit le camarade M.S., la question n'est pas de « dépasser le nationalisme », mais que le nationalisme « exclut une orientation socialiste » : « Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fût-il le plus "juste", le plus "pur", le plus fin et le plus civilisé. A la place de tout nationalisme, le marxisme met l'internationalisme [...] ».

« [...] Le prolétariat ne peut donner son soutien à aucune consécration du nationalisme ; au contraire, il soutient tout ce qui aide à effacer les distinctions nationales et à faire tomber les barrières nationales, tout ce qui rend la liaison entre nationalités de plus en plus étroite, tout ce qui mène à la fusion des nations. Agir autrement, c'est se ranger aux côtés de la petite-bourgeoisie nationaliste réactionnaire » (« Notes critiques sur la question nationale », *Oeuvres*, tome 20, pp. 27 et 29).

Le nationalisme, bien loin d'être une première étape nécessaire vers la révolution socialiste, enchaîne les opprimés à leurs exploiters, ou aspirants exploiters, « nationaux », tout en divisant le prolétariat sur des lignes nationales. Fondamentalement, c'est l'idéologie d'une classe qui aspire à devenir la classe dirigeante hégémonique, économiquement et politiquement, à la place des anciens maîtres coloniaux. Dans cette lutte pour le pouvoir, des forces nationalistes peuvent être amenées à s'affronter avec l'impérialisme, à prendre des mesures contre le capital étranger — comme le fut par exemple la nationalisation du canal de Suez en 1956. Dans ces situations, nous leur donnons face à l'impérialisme un soutien militaire inconditionnel, c'est-à-dire, puisque la question est posée par le camarade M.S., même si ce sont des féodaux de la pire espèce. (Nous n'avons pas un instant hésité à soutenir le Négus contre l'invasion impérialiste italienne en 1935.) Mais, à l'époque impérialiste, la bourgeoisie « nationale » ne peut plus exister que comme intermédiaire de l'impérialisme dans les pays capitalistes arriérés — il n'y a aujourd'hui ni bourgeoisie « anti-impérialiste » ni révolution démocratique bourgeoise

en tant que telle. C'est pourquoi le camarade Lénine dénonçait, déjà, les « marchandages » des nationalistes avec l'impérialisme et leurs tentatives de « conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes [...] » (« La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Oeuvres*, tome 22, p. 161). Lénine explique : « Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne



Face aux forces de répression coloniales et aux milices caldoches, la politique nationaliste du FLNKS est suicidaire pour les Kanaks.

sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel [...]. La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour toutes ces revendications — cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction — tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires [...] en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie » (*Ibid.*, pp. 157 et 158).

L'expérience tragique de la Révolution chinoise de 1925-27, trahie par la politique de Staline qui a subordonné le PC chinois à la direction nationaliste du Guomindang, reste une leçon actuelle pour tous les peuples opprimés : les nationalistes, même les plus « radicaux », préfèrent écraser la révolution et s'allier aux éléments les plus réactionnaires et aux impérialistes plutôt que laisser se développer la mobilisation des ouvriers et paysans. Trotsky, s'appuyant sur l'expérience du Parti bolchévique et tirant le bilan de la défaite chinoise, pourra généraliser la théorie qu'il avait avancée, avant 1917, pour la Russie et qui a trouvé sa vérification dans la révolution d'Octobre : « Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat,

qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (*La Révolution permanente*).

NON AUX ACCORDS COLONIAUX ! INDEPENDANCE IMMEDIATE !

Les dernières frasques du FLNKS viennent confirmer les mises en garde de Lénine contre la politique de marchandage des nationalistes pour conclure des « accords réactionnaires » avec l'impérialisme. « Tjibaou n'est pas un traître au FLNKS », nous écrit le camarade

le marchandage d'août : 300 millions de francs — la somme débloquée par Bérégofoy pour balayer les derniers « scrupules » des Tjibaou ! Cette somme devra permettre de financer les mesures dites d'« accompagnement » en particulier pour former des « cadres mélanésiens » et obtenir des positions dans l'administration coloniale. La petite-bourgeoisie kanake, qui fournit bon nombre de ses cadres au FLNKS, est minoritaire et relativement récente ; ces mesures non seulement la renforceront mais cristalliseront une couche kanake vivant des miettes de l'exploitation impérialiste, dévouée aux intérêts « français » que ce soit ou non à la tête d'un Etat « indépendant ». Libération du 22 août ne cache d'ailleurs pas les buts cyniques de « nos » impérialistes « libéraux » : « Ceux qui s'autoproclament "nationalistes canaques" s'exposent à voir leur motivation s'émousser sous l'effet d'une prospérité créée par la France. Car, qui peut pronostiquer l'effet à terme d'une affirmation culturelle, de l'émergence d'une élite mélanésienne ? »

De fait, avec la partition de l'île, cette « élite » régnera sur les réserves qui ressembleront à celles des Indiens américains. Et c'est en échange de ça que les dirigeants du FLNKS veulent croire et faire croire à la population kanake au conte de fée sur la possibilité que l'impérialisme français leur octroiera généreusement en 1998 l'indépendance, et ce dans des conditions plus favorables. Sinistre blague s'il en est, car ni aujourd'hui ni dans dix ans l'impérialisme français ne cédera de son plein gré ses prérogatives sur son « porte-avions dans le Pacifique » ! L'accord signé codifie plutôt la défaite de la stratégie appliquée par les nationalistes depuis 1981 ; son application conduira non seulement à une détérioration des conditions de vie des masses kanakes, mais de plus elle jettera les bases d'une « solution finale » pour ce peuple.

LE PIEGE MORTEL DU NATIONALISME

Pour le camarade M.S., en signant ces accords, « Tjibaou, comme Bourguiba en 55, n'a pas le choix ». (Sur la Tunisie, nous renvoyons au *Bolchévik* n° 79, janvier.) Le rapport de forces en Nouvelle-Calédonie est en effet défavorable aux Kanaks — les partisans de l'indépendance sont, pour l'essentiel, dans ce groupe ethnique minoritaire et ils ont face à eux des bandes de nervis « loyalistes » armés jusqu'aux dents. Mais le peuple kanak a un autre choix que la « perspective », que lui offrent ses dirigeants nationalistes, d'une capitulation permanente. Son isolement actuel, dangereux, n'est pas inéluctable. Il est d'abord le fruit de la domination impérialiste qui, afin de « diviser pour régner », a systématiquement utilisé à la place des Kanaks une main-d'œuvre importée (d'Indochine, de Polynésie, de Wallis et Futuna...). Pour résultat, on a sur le même territoire d'une petite île une population formée de communautés ethniques, non intégrées, hostiles même, avec une minorité indigène économiquement et politiquement opprimée par une majorité formée d'autres communautés et d'immigrations récentes. Dans cette situation, la politique nationaliste du FLNKS ne peut qu'exacerber, et de façon suicidaire, les divisions ethniques. Par exemple, dans sa charte de 1984, le FLNKS ne reconnaît « comme seul peuple légitime en pays kanak et à y avoir sa patrie » que le peuple kanak

Rémy Moyen/AFP

(citée dans *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake*), ne donnant explicitement aux non-Kanaks que le « choix » entre la « kanakisation » forcée, le statut de « travailleurs immigrés » ou l'expulsion...

Les Fidji voisines, formellement indépendantes depuis 1970 et peuplées de Mélanésiens (46 % de la population), de descendants des Indiens importés par l'impérialisme britannique au XIX^e siècle (48 %) et d'« Européens » pour le reste, offrent un exemple à méditer pour tous les suivistes des nationalistes kanaks. En 1987, sur fond de campagne raciste anti-indienne, un coup d'Etat a renversé le parti travailliste, basé sur les Indiens, mais qui a été élu grâce aussi aux suffrages des Mélanésiens, des travailleurs agricoles des plantations de cannes à sucre par exemple et des Fidjiens urbanisés qui ont suivi des études. Aujourd'hui, le général Rabuka est en train d'instituer une politique systématique de discrimination ethnique (et religieuse) en faveur de la minorité mélanésienne, chrétienne, contre les citoyens d'origine indienne, musulmans et hindouistes. Les tensions ethniques exacerbées par le nationalisme mènent les Fidji au bord du bain de sang. Et déjà 8 000 personnes, pour la plupart des techniciens qualifiés ou des membres de professions libérales, ont émigré.

concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout ; elle est alors à rejeter » (*Oeuvres*, tome 22, p. 367). Précisément dans le cas de peuples/ethnies interpénétrés sur un territoire commun, nous, tendance spartaciste internationale, nous opposons à l'exercice d'un tel droit pour un des peuples quand cela implique la négation de ce même droit pour l'autre peuple. C'est le cas aussi au Proche-Orient, à Chypre ou en Ulster. *Il n'y a pas alors de solution démocratique dans le cadre capitaliste*. Nous sommes fermement et inconditionnellement contre notre propre impérialisme, pour l'indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie, mais nous savons que cela ne va pas apporter un règlement démocratique à la situation *en soi*, sans une révolution socialiste qui embrase tout le Pacifique, et surtout l'Australie et le Japon, la place forte de l'Asie.

POUR UNE PERSPECTIVE INTERNATIONALISTE !

Il n'est d'autre perspective pour le peuple kanak qu'*internationaliste, socialiste*. Cela signifie en Nouvelle-Calédonie même une politique cherchant à transcender les divisions ethniques. Il est courant dans « l'extrême gauche » française de peindre les non-Kanaks, aujourd'hui

(*Ibid.*) Le PC ne dépassera guère les années 50.

Parallèlement, et largement pour contrer le PC, les Eglises catholique et protestante vont chercher aussi à organiser les Kanaks. De là sortira, en 1953, l'UC, alliance de petits Blancs de la brousse et de Nouméa, et notamment des syndicalistes ouvriers, et de Kanaks, et dont la figure de proue sera Maurice Lenormand, un métropolitain fraîchement installé en Nouvelle-Calédonie. Mouvement réformateur, l'UC ne revendique pas le droit à l'autodétermination, seulement des avantages sociaux et une présence accrue des Kanaks dans les institutions coloniales. Alors, sa base programmatique n'est aucunement nationaliste ; l'UC se veut représenter à la fois les intérêts des Caldoches et des Kanaks. Témoin sa devise : « *Deux couleurs, un seul peuple* ». Mais sont par-là même exclus les travailleurs immigrés asiatiques et polynésiens. Majoritaire à la première Assemblée territoriale, l'UC sera de longues années le parti politique dominant, avant de subir dans les années 60 les attaques haineuses du colonialisme français sous la férule gaulliste : débauchages individuels, coups montés, arrestations, attentats. Encore en 81, son secrétaire général, Pierre Declercq, est exécuté par des tueurs réactionnaires.

1956 voit la première grande grève de Nouvelle-Calédonie à l'appel des organisations syndicales, et qui reçoit le soutien de l'UC. Son mot d'ordre principal : « *A travail égal, salaire égal* », c'est-à-dire clairement l'exigence de la parité des salaires entre les Kanaks et les autres travailleurs. Des milliers de travailleurs, toutes ethnies confondues, défileront à Nouméa (cf. Marc Cöulon, *L'Irruption kanak, de Calédonie à Kanaky*).

Dans les années 70, deux organisations, les Foulards rouges, kanake, et l'Union des jeunesses calédoniennes (UJC), caldoche, — expression d'une radicalisation de la jeunesse de l'île, en grande partie

sous l'impact du Mai 68 français — multiplient des actions communes : meetings, mobilisations contre l'oppression coloniale. Toutes deux parlent de « nation calédonienne », de « Calédonie libre ». Le drapeau de l'UJC, tout symbolique — rouge et vert avec quatre étoiles : une noire, une blanche, une jaune, une « métisse » — connaîtra même une vogue certaine en Nouvelle-Calédonie.

Il y a encore dix ans, l'usine de Doniambo de la SLN (Société Le Nickel) et ses quatre centres miniers se mettent en grève contre une réduction de salaire, à 100 % — une nouvelle fois toutes ethnies confondues (les Kanaks y représentent environ 10 % des travailleurs). Les fonctionnaires vont même les suivre un temps dans la grève. La manifestation du 13 juin à Nouméa va réunir autour de la SLN des milliers de travailleurs, avec pour mots d'ordre, outre les mots d'ordre revendicatifs : « *Dissolution de l'Assemblée territoriale !* », « *Dissolution du conseil de gouvernement !* », « *A bas le monopole de la SLN !* » et même « *Le pouvoir aux travailleurs !* » (cf. Jean-Louis Dion, *51 jours de grève par les ouvriers du nickel en Nouvelle-Calédonie*).

Des potentialités existent ; il est possible de surmonter les divisions ethniques héritées du colonialisme et jeter les bases en Nouvelle-Calédonie pour une coalition des travailleurs conscients de toutes les ethnies afin de jeter à la mer les troupes et l'administration françaises, une coalition rassemblée sur la base d'un programme garantissant notamment les droits démocratiques à tous ceux qui veulent vivre dans une Nouvelle-Calédonie indépendante. Mais pour cela, il faut évidemment rejeter le nationalisme et se battre sur le programme internationaliste prolétarien de révolution permanente, porté par des sections d'une internationale léniniste-trotskyiste luttant pour le socialisme dans tout le Pacifique. ■



SANS CRÉDIT
Juin 1978 — Les ouvriers en grève de l'usine de nickel de Doniambo, toutes ethnies confondues, manifestent à Nouméa.

La politique nationaliste du FLNKS, qui cherche à inverser les termes de l'oppression, est d'abord suicidaire, car le rapport de forces militaire est, de façon écrasante, du côté des Caldoches actuellement anti-indépendantistes. Elle est également une négation antidémocratique des droits légitimes des autres groupes ethniques. La conception qui décrète, pour une raison ou une autre, qu'un peuple ou une ethnie n'a aucun droit à l'existence n'a strictement rien à voir avec le communisme, ni même avec la simple démocratie. La formule employée par M.S. dans sa lettre de « *se débarrasser* » des « *parasites wallisiens, tahitiens [...]* » est particulièrement scandaleuse et inadmissible. Mais elle exprime crûment la logique même — génocide — de tout nationalisme. Lénine s'est toujours prononcé pour la défense des droits de *tous* les peuples. Pour lui, d'ailleurs, le droit à l'autodétermination d'un peuple n'est pas un impératif catégorique. En tant que revendication démocratique bourgeoise spécifique, elle est *subordonnée* à l'ensemble du système programmatique. Comme Lénine l'écrit dans « *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » : « *Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) mondial. Il est possible que, dans certains cas*

dans leur grande majorité opposés à l'indépendance, comme un bloc monolithique réactionnaire par essence. C'est non seulement nier la réalité d'une division de classes chez les Polynésiens, les Wallisiens ou même les Caldoches, mais c'est oublier un peu vite les possibilités qui ont existé dans le passé de transcender les haines ethniques.

Ainsi, la première tentative d'organiser les Kanaks est à l'actif du PC calédonien, fondé en 1946 par notamment une Caldoche, Jeanne Tunica, dans le contexte d'une polarisation aiguë en Nouvelle-Calédonie au sortir de la guerre. Deux mille cartes auraient été placées en un an, principalement auprès des Kanaks. La jonction est aussi faite avec les travailleurs immigrés indochinois qui se mobilisent fortement dans cette même période. Les succès du PC provoqueront une violente contre-offensive de la réaction qui s'acharnera particulièrement contre les Indochinois, « rapatriés » de force en 1960. Mais le PC calédonien reste manifestement dans le cadre néo-colonial de l'« Union française » : il « *vante* » « *le plus grand parti de France, qui va, à Paris "travailler pour vous" et donner aux Mélanésiens "les mêmes avantages que les hommes blancs"* » (Bernard Brou, *30 ans d'histoire de la Nouvelle-Calédonie : 1945/1977*). Et, selon Brou, deux ans plus tard « *communistes et socialistes se désintéressent complètement des questions indigènes* »

Indépendance...

Suite de la page 1

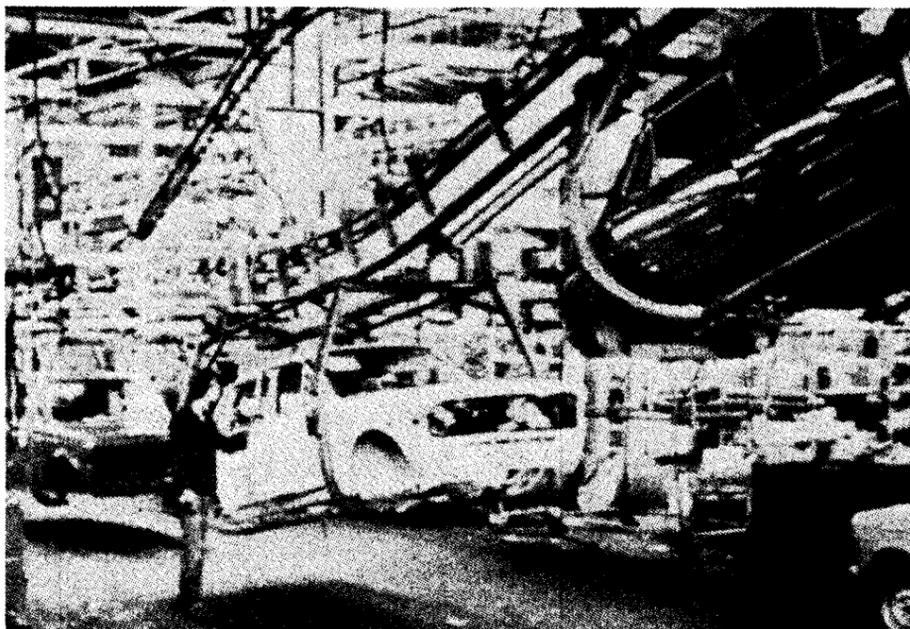
l'indépendance inconditionnelle et immédiate de la Nouvelle-Calédonie et des autres colonies "françaises" (le Bolchévik n° 85, juillet-août).

En votant « oui » au référendum, la direction social-chauvine du PCF, se camouflant derrière le FLNKS censé exprimer la volonté du peuple kanak, cherche à nouveau à entraîner les travailleurs de ce pays dans le camp de « leur » propre impérialisme pour le plus grand profit de ses combines front-populistes avec la social-démocratie au pouvoir. Par contre, les tartufes étroitement hexagonaux de LO LO appellent les ouvriers français à ne pas se prononcer et « *à contraindre* » ceux « *qui nous gouvernent à répondre à nos questions à nous [...]* » (*Lutte Ouvrière* n° 1057, 3 septembre). L'appel de la LCR de Krivine au « boycott » — passif — de ce référendum, qu'elle dénonce comme colonial, est aussi un appel aux travailleurs français à ne pas saisir cette occasion pour s'opposer à « leur » propre impérialisme, et elle aussi avec le prétexte fallacieux que « les Français n'ont pas à décider pour les Kanaks », prétexte qui cache mal sa capitulation devant le nationalisme du FLNKS et son embarras à s'opposer frontalement à Mitterrand.

(Et d'ailleurs la question posée le 6 novembre n'est pas l'indépendance mais l'aménagement du statut colonial !)

Le gouvernement voudrait bien à l'occasion de ce référendum aussi élargir son « ouverture » aux centro-barristes. Tout référendum a un caractère plébiscitaire, et les fascistes du Front national, qui appellent à voter « non », pourraient bien essayer de transformer cette consultation électorale en tremplin pour une mobilisation extraparlémentaire réactionnaire. Alors, la tâche d'un parti révolutionnaire serait de bander toutes ses forces pour entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier dans une contre-mobilisation pour repousser et écraser les fascistes. Dans ces conditions, la question du vote deviendrait secondaire et subordonnée au rapport de forces sur le terrain de la lutte des classes. Pour l'instant, ils n'ont pas réussi à polariser la société française ; d'après les sondages, la majorité des électeurs ne vont pas voter, et de ceux qui voteront, 84 % sont pour le plan Rocard et 33 % des sondés sont pour l'indépendance (*le Monde*, 14 septembre). Donc, dans ces circonstances, la tâche d'un parti révolutionnaire est de voter « non », de faire de la propagande contre des accords si néfastes pour les Kanaks et d'expliquer la nécessité d'une perspective prolétarienne et socialiste. ■

LE «SOCIALISME DE MARCHÉ» EN EUROPE DE L'EST



Yugoslav Review



Der Spiegel

Usine automobile en Serbie (à gauche). A droite, chauvins serbes dans une manifestation antialbanaise à Belgrade en mars dernier.

La banqueroute du modèle yougoslave

L'article ci-dessous, traduit de Workers Vanguard n° 444, est le premier d'une série de trois sur le rôle des rapports de marché dans les Etats ouvriers d'Europe de l'Est.

Première partie

Le 1^{er} janvier 1988, la majorité des usines et des autres entreprises d'Union soviétique ont commencé à fonctionner sur la base de la concurrence du marché. L'« autogestion » fait maintenant fureur en URSS. En juin dernier, en annonçant la restructuration radicale (*perestroïka*) de l'économie, Mikhaïl Gorbatchev a appelé à « l'autonomie de gestion complète et [...] l'autofinancement des principaux maillons de l'économie nationale » (Sur les tâches du parti concernant la restructuration radicale de la gestion de l'économie, éd. Novosti). Quelques mois plus tard, un manifeste rédigé par la non officielle Fédération des clubs socialistes, récemment constituée, appelait à « faire passer l'économie en autogestion », demandant même que l'Etat « loue les moyens de production sociaux, comme les usines et les ateliers, à des collectifs d'entreprises autogérées ».

Ce à quoi nous assistons en URSS, c'est à une convergence entre le stalinisme réformateur et les préjugés libéraux d'une bonne partie de l'intelligentsia. Si Gorbatchev répudie ce que les soviétologues bourgeois appellent l'« économie dirigiste », c'est parce que la bureaucratie du Kremlin ne peut plus exiger un effort de productivité des ouvriers et des gestionnaires soviétiques. A l'intérieur du cadre stalinien de la construction du « socialisme dans un seul pays », les bureaucrates ne voient d'autre alternative que de soumettre ouvriers et directeurs d'entreprises à la discipline du marché, en installant le rouble aux leviers de commande. Pour des in-

tellektuels de gauche comme ceux des clubs socialistes, l'autogestion est vue comme une étape pour libérer la société de la main paralysante des *apparatchiks*, permettant aux masses de participer à la prise des décisions économiques.

Pourtant, l'autogestion des entreprises n'est pas la voie vers la démocratie ouvrière et le socialisme. Le socialisme signifie une économie démocratiquement administrée, planifiée de manière centralisée, organisée égalitairement et internationalement. Avant l'apparition du stalinisme, pratiquement personne, parmi ceux qui se considéraient comme socialistes, ne contestait ces principes fondamentaux. Le programme du « socialisme de marché » est fondamentalement un produit du stalinisme libéral. L'autogestion et l'autofinancement des entreprises sont la voie vers le chaos économique. Ils provoquent chômage et inflation, aggravent les inégalités au sein de la classe ouvrière et dans toute la société, créent une dépendance vis-à-vis des

banquiers internationaux, intensifient les divisions et les conflits nationaux, et renforcent considérablement les forces intérieures de la restauration capitaliste. Il suffit de regarder la Yougoslavie !

LA VOIE YOUGOSLAVE VERS L'AUSTERITE DU FMI

Le fantôme du maréchal Tito trouvera sans doute une satisfaction ironique à entendre, au Kremlin, les héritiers de Staline employer les formules que lui-même avait utilisées après sa rupture avec Staline en 1948. Le dirigeant yougoslave déclarait alors : « Le transfert des usines et des mines, etc., à la gestion par des collectifs ouvriers empêchera la maladie infectieuse connue sous le nom de bureaucratie de devenir endémique dans notre économie [...] ».

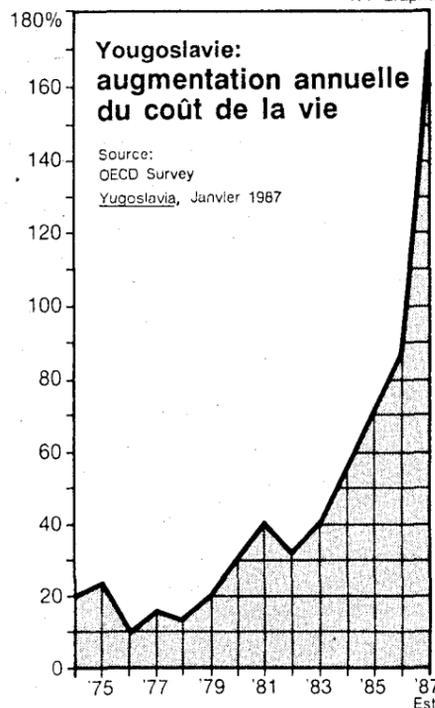
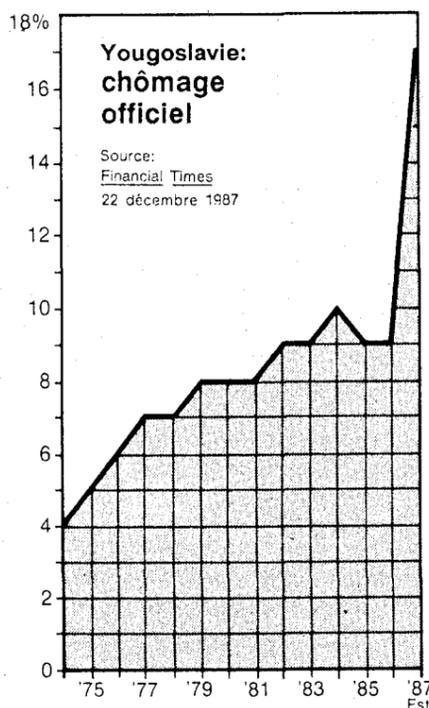
« Bon, voilà notre voie vers le socialisme, et c'est la seule manière juste, puisqu'il s'agit du dépérissement des fonctions de l'Etat dans l'économie. Que les cominformistes

[les staliniens pro-Moscou] gardent en tête que leurs vociférations calomnieuses ne peuvent pas assombrir notre voie bien éclairée pour construire le socialisme » (Josip Broz Tito, *Selected Speeches and Articles, 1941-1961* [1963]).

Aujourd'hui, quarante ans après, la « voie yougoslave pour construire le socialisme » a conduit à un taux de chômage de près de 20 %, à un taux d'inflation de près de 200 % par an — le plus élevé d'Europe, à l'Est comme à l'Ouest — et à un programme d'austérité brutal dicté par le cartel mondial des banquiers, le FMI (Fonds monétaire international). Et la crise économique a considérablement intensifié les conflits nationaux qui menacent de faire éclater la fédération yougoslave. L'automne dernier, le ministre de la Défense, l'amiral Branko Mamula, déclarait : « La crise approche du point où l'intégrité du pays et le système social existant pourraient être menacés » (*Financial Times* de Londres, 25 septembre 1987).

Entre 1981 et 1985, le revenu réel par ouvrier a diminué de 20 %, et les investissements de 40 %. Pour enrayer cette dégringolade, à la fin 85 le régime de Belgrade a pris des mesures pour stimuler l'économie au moyen d'une politique fiscale et monétaire en expansion. Le résultat était prévisible : l'hyperinflation, avec une hausse des prix bondissant au rythme de 140 % par an au début de 1987. Sur le marché des changes, le dinar était en chute libre ; la Yougoslavie était au bord de la banqueroute internationale. Pour refinancer la dette extérieure du pays, qui atteignait près de 20 milliards de dollars, le FMI exigea un traitement de choc du genre de ceux qu'il prescrit habituellement pour les juntes latino-américaines.

Au printemps dernier, les staliniens yougoslaves décrétèrent donc le blocage et même une diminution des salaires, tout en augmentant les



WV Graphs

prix des produits de consommation de 25 à 60 %. En réaction, quelque 150 000 ouvriers, dans plus de 1000 entreprises, ont participé à des grèves (cf. « Grèves ouvrières, inflation galopante, fissures nationales — la Yougoslavie en ébullition », le *Bolchévik* n° 75, juillet-août 1987). Les mineurs de charbon à Labin, en Croatie, sont restés en grève deux mois, de loin la plus longue grève en Yougoslavie depuis la guerre. Confronté à une résistance ouvrière d'une telle ampleur, le régime a battu partiellement en retraite en annonçant un blocage de quatre-vingt-dix jours des prix de certains produits de base. En novembre, les salaires ont été à nouveau bloqués alors qu'étaient appliquées des hausses de prix encore plus importantes — plus de 30 % pour le pain, 100 % pour le lait, 70 % pour l'électricité, 60 % pour les tarifs des chemins de fer.

Gorbatchev et ses conseillers sont bien sûr parfaitement conscients que l'économie yougoslave est un désastre total, bien pire à tous égards qu'en URSS. Mais Leonid Abalkine, un des principaux architectes de la *perestroïka*, considère toujours la Yougoslavie comme un modèle: « [...] M. Abalkine cite la réaction des citoyens soviétiques qui visitent la Yougoslavie. Là-bas, dit-il, ils sont émerveillés par le grand choix de saucisses, bien que celles-ci coûtent quatre ou cinq fois plus cher qu'en URSS.

« Vous savez, la consommation de viande par habitant, en Yougoslavie, est inférieure à celle en URSS », fait-il remarquer. « Mais il y a un sentiment d'abondance. Si je veux, je peux toujours venir et en acheter, autant que je veux, sans file d'attente. Ce n'est pas simple de créer ce sentiment ici, mais si nous réussissons, cela aura un effet psychologique colossal » (*New York Times*, 4 juillet 1987).

Les files d'attente pour les produits de consommation en Union soviétique n'ont rien à voir avec la planification centralisée en tant que telle. Pendant des années, la bureaucratie du Kremlin a essayé de créer l'illusion d'un accroissement rapide des revenus en augmentant les salaires nominaux plus vite que la production. Le résultat est une inflation dissimulée: les gens font la queue pendant des heures pour acheter aux prix officiels, tandis qu'à côté fleurit un marché noir où les prix sont beaucoup plus élevés. La Yougoslavie, au contraire, est un exemple extrême d'inflation non dissimulée.

AUTOGESTION DES OUVRIERS OU AUTOGESTION DES BANQUIERS ?

Malgré l'effondrement économique, les responsables de Belgrade continuent à proclamer que le système yougoslave est le seul qui donne le pouvoir à la classe ouvrière. Au moment même où il annonçait le programme d'austérité dicté par le FMI, le premier ministre yougoslave, Branko Mikulic, le réaffirmait: « Nous sommes convaincus que la Yougoslavie n'a pas d'avenir sans l'autogestion. La signification de l'autogestion ouvrière, c'est que ce sont effectivement les ouvriers eux-mêmes qui prennent les décisions » (*Der Spiegel*, 23 mars 1987).

Les ouvriers yougoslaves ont-ils vraiment le pouvoir de gestion ? Sur le papier, les conseils ouvriers ont le contrôle des entreprises. En réalité, ils exercent fort peu de contrôle. L'économiste bourgeois anglais Harold Lydall voit dans l'expérience yougoslave la preuve définitive de l'incapacité universelle

des ouvriers à gérer les entreprises: « La gestion d'une entreprise moderne, même de taille moyenne, est une tâche complexe et spécialisée, ou un groupe de tâches, qui requièrent l'attention à plein temps d'une équipe de gestionnaires formée de personnes spécialement qualifiées. L'ouvrier ordinaire ne peut pas davantage prendre la responsabilité des prises de décision de la gestion qu'il ne peut réaliser une opération chirurgicale, écrire une symphonie ou jouer dans une équipe championne de football » (*Yugoslav Socialism: Theory and Practice* [1986]). C'est là, bien sûr, la justification habituelle pour une société de classes. Ceux qui sont en bas de l'échelle sont censés être trop ignorants, trop étroitement attachés à leurs intérêts immédiats pour gouverner la société: cela, c'est la tâche d'une élite qualifiée.

Pourtant, les ouvriers yougoslaves ont suffisamment de sens des responsabilités et de jugeote économiques pour faire grève contre le programme d'austérité ruineux prescrit par les savants hautement qualifiés du Fonds monétaire international. Si ces mêmes ouvriers ne font pas usage de leur pouvoir formel au niveau de l'entreprise, c'est parce qu'en elles-mêmes, les entreprises sont impuissantes. Leurs décisions majeures en ce qui concerne la production, la fixation des prix, l'investissement, etc., sont dictées, d'un côté par les forces de la concurrence sur le marché, et de l'autre par les banques.

Les banques sont devenues le véritable pouvoir dans l'économie yougoslave. Durant les années 60, la part de l'investissement financé par les banques est passée de seulement 5 % à plus de 40 % vers la fin de la décennie. Depuis lors, d'après Ivo Perisin, ancien dirigeant de la banque nationale de Yougoslavie: « Le pouvoir de décision des banques yougoslaves (dont la plupart sont de petites institutions selon les standards objectifs) a continué à s'accroître, l'économie devenant de plus en plus dépendante envers elles et envers leurs crédits



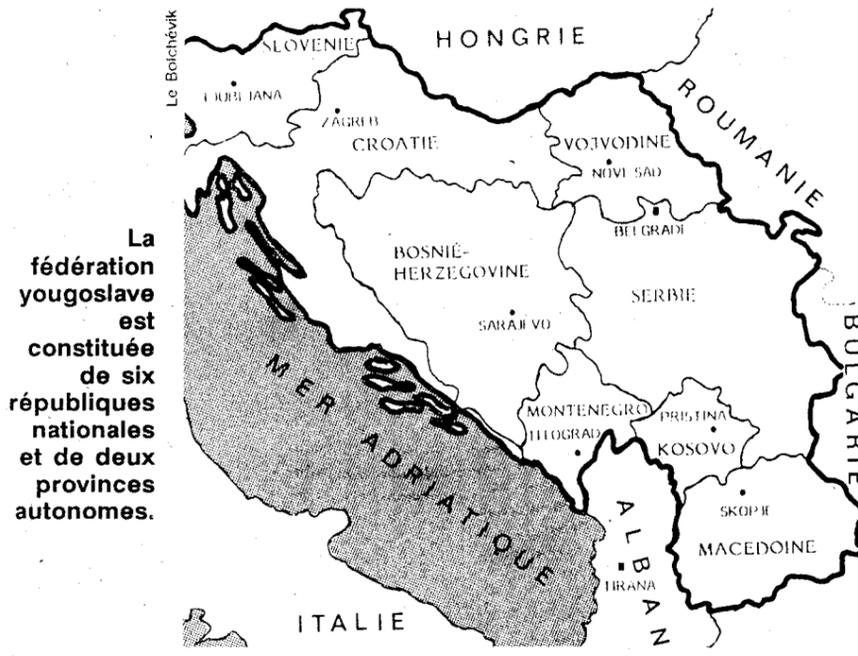
« Conseil ouvrier » yougoslave en réunion — L'« autogestion », une escroquerie ! Pour la planification centralisée basée sur la démocratie ouvrière !

et s'enfonçant de plus en plus profondément dans la dette » (Radmila Stojanovic, éd., *The Functioning of the Yugoslav Economy* [1982]).

Formellement, les banques yougoslaves sont contrôlées par les organismes qui les ont fondées, entreprises, communes et autres. En réalité, elles sont des créatures des bureaucraties locales et régionales, bien qu'elles jouent souvent le rôle du monstre de Frankenstein. Une entreprise qui se met les banques à

dos verra ses demandes de prêts rejetées, se verra demander le remboursement des prêts en cours et se fera couper le crédit.

Le pouvoir stratégique des banques en Yougoslavie n'est aucunement un hasard. La finance est le talon d'Achille de l'autogestion et du modèle anarcho-syndicaliste en général. Une entreprise ne peut pas être financièrement autosuffisante; elle est dépendante d'une chaîne de paiements longue et fragile. Elle reçoit des fournitures de diverses sociétés, avec des crédits à termes variés. Certains fournisseurs se trouvent dans d'autres pays, ce qui engage l'entreprise dans des opérations de change. Une entreprise doit à son tour vendre à de nombreux clients sur les marchés intérieur et mondial, les règlements étant effectués à des termes variés. Les rapports via le marché font ainsi des intermédiaires financiers le lien stratégique entre les unités de production. C'est entièrement dans la logique de l'« autogestion » si le cartel mondial des banquiers, le FMI, pèse d'un poids plus lourd dans l'économie yougoslave que tous les conseils ouvriers réunis. Seule une gestion centralisée peut per-



mie à l'autogestion. L'Union des républiques socialistes soviétiques et la République socialiste de Yougoslavie sont toutes les deux des États multinationaux et fédérés. En Yougoslavie, la configuration nationale est représentée politiquement par six républiques et deux provinces autonomes.

La question des nationalités a toujours été au cœur de la politique d'« autogestion ». La pression sociale pour une décentralisation toujours plus grande est venue non pas d'en bas — des ouvriers dans les usines — mais des bureaucraties des républiques les plus riches, la Croatie et la Slovénie. Les effets économiques de la décentralisation politique ont à leur tour provoqué un sentiment d'injustice nationale dans les régions les plus pauvres, et en particulier dans le Kosovo, la région où est concentrée, en Yougoslavie, la minorité albanaise.

D'importants hommes politiques de Belgrade parlent maintenant de « deux Yougoslavie » — l'une dans le Nord, l'autre dans le Sud — et mettent en garde contre une « libanisation » du pays. Le *New York Times* du 1^{er} novembre 1987 écrivait: « Certaines parties de la Yougoslavie méridionale ont atteint un tel état de tensions ethniques que les Yougoslaves commencent à parler de l'effrayante possibilité d'une guerre civile, et ce dans un pays qui a perdu un dixième de sa population, soit 1,7 millions d'habitants, pendant la Deuxième Guerre mondiale. »

Cette peur de la guerre civile a été renforcée quand, en septembre dernier, un conscrit albanais s'est mis à tirer à la mitrailleuse dans une caserne, tuant cinq autres soldats (tous slaves) et en blessant plusieurs autres. Après quatre décennies de « socialisme de marché » et d'« autogestion ouvrière », les acquis historiques de la Révolution yougoslave sont maintenant en danger.

La République socialiste de Yougoslavie a été forgée dans la résistance, dirigée par les communistes, contre l'occupation nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale. La force des partisans de Tito résidait dans le fait qu'ils se battaient pour résoudre la question des Balkans sur une base antinationaliste. Tito lui-même était croate, tandis que la base du mouvement communiste était majoritairement serbe et monténégrine. Avec des myriades de groupes nationalistes — les chetniks serbes monarchistes, les oustachis croates fascistes et les Quisling de toutes les nationalités slaves du sud — engagés dans des massacres intercommunautaires, les ouvriers et les paysans savaient qu'ils étaient en sécurité quand les partisans avec

Suite page 10

Yougoslavie...

Suite de la page 9

l'étoile rouge sur la casquette arrivaient dans leur ville.

Les partisans du Parti communiste de Yougoslavie réussirent l'incroyable prouesse d'unir les nationalités contre les occupants allemands, chassèrent les nazis et exterminèrent les mouvements royalistes et fascistes de Yougoslavie. Pour défendre sa propre position, la formation stalinienne petite-bourgeoise au pouvoir dut chasser du gouvernement les représentants du vieil appareil d'Etat et nationaliser les moyens de production, écrasant ainsi le régime capitaliste. Arrivés au pouvoir grâce à leur propre lutte armée, avec d'énormes sacrifices, les communistes yougoslaves n'étaient pas disposés à accepter les diktats de Moscou. Ils restèrent attachés au dogme stalinien-nationaliste du « socialisme

d'investissements pour redistribuer les ressources productives du pays provoqua une réaction nationaliste en Croatie et en Slovénie, anciennement provinces de l'Empire austro-hongrois.

A la fin des années 50, Vladimir Bakaric, le vieux cacique communiste de Croatie, avait engagé une campagne pour « désétatiser » l'économie. Ce que Bakaric entendait par-là, c'était que le surplus économique généré en Croatie devait rester en Croatie. Le moyen : accroître l'autonomie financière des entreprises. Ainsi, le mouvement pour accroître la part du surplus économique entre les mains des entreprises exprimait une résurgence de forces nationalistes centrifuges en Yougoslavie. Un historien britannique de la Yougoslavie d'après-guerre note que la campagne de « désétatisation » de la fin des années 50 a marqué le point « où la "question nationale" yougoslave, relativement en sommeil depuis la

reprises, conduisant parfois à une guerre économique ouverte. En 1980, par exemple, un fabricant de pellicules pour radiographies de Croatie, le seul fournisseur yougoslave, demanda qu'on augmente son quota de devises. Pour faire pression sur le gouvernement fédéral, cette entreprise suspendit les livraisons de pellicules aux autres républiques. Dans les hôpitaux de toute la Yougoslavie, on dut remettre à plus tard les examens radiographiques.

La concurrence sur le marché entre les entreprises a généré de fortes inégalités à tous les niveaux de la vie économique yougoslave. Même à l'intérieur d'une même république, par exemple en Slovénie, certains ouvriers gagnent deux fois et demi plus que d'autres pour le même type de travail. Dans le pays tout entier, ces différences sont notablement plus importantes. Dans une entreprise donnée, un conducteur de machine peut gagner quatre

naux. Mais la comparaison entre l'Asie centrale soviétique et le sud de la Yougoslavie est instructive. Il y a deux générations, les peuples turcophones des républiques d'Asie centrale étaient des bergers nomades, séparés de la Russie d'Europe par un vaste fossé social et économique. Pourtant, la planification et la gestion centralisées, sur la base de la propriété collectivisée, ont permis à l'URSS de réduire ce fossé de façon appréciable. Un conducteur de machine ouzbek à Tachkent recevra le même salaire et les mêmes avantages sociaux que son frère de classe à Leningrad. En Asie centrale, les programmes sociaux sont alignés sur les normes soviétiques. Les fermes collectives d'Asie centrale bénéficient de prix relativement favorables pour leurs cultures principales. De plus, le budget soviétique central consacre des fonds supplémentaires aux républiques d'Asie centrale.

Cependant, les « réformes » orientées vers le marché de Gorbatchev vont aller à l'encontre de cette politique égalisatrice et réaffecter des ressources vers la Russie d'Europe. John P. Hardt et Richard F. Kaufman, deux spécialistes américains de l'économie soviétique employés par le Congrès américain, écrivent : « La politique de Gorbatchev semble favoriser les régions occidentales de l'Union soviétique, contre l'Asie centrale, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient. Par exemple, le programme de modernisation industrielle remet à plus tard les constructions nouvelles et met l'accent sur la rénovation des installations existantes, dont la plupart sont situées dans les régions développées, en majorité slaves, de l'Union soviétique européenne » (US Congress, Joint Economic Committee, Gorbatchev's Economic Plans, 1987).

Malgré des progrès rapides au cours des dernières décennies, l'Asie centrale soviétique, rurale, reste la partie la plus pauvre et la plus arriérée de l'URSS. La principale raison est le fait que la population turcophone est concentrée dans des fermes collectives où la productivité du travail est très basse.

Une politique authentiquement socialiste (c'est-à-dire internationaliste) sur la question nationale requiert non seulement le transfert de ressources productives vers les républiques d'Asie centrale, mais aussi d'encourager l'émigration volontaire des populations turcophones vers les régions qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre, Russie d'Europe, Ukraine et Sibérie. Cela serait dans l'intérêt des peuples turcophones, et accroîtrait aussi la productivité du travail dans l'Union soviétique toute entière. Une telle politique nécessiterait la formation de millions de personnes, un programme de construction de grande ampleur, l'établissement d'écoles multilingues dans les principales villes de la Russie d'Europe et d'autres mesures similaires. En bref, l'intégration économique des multiples nationalités qui constituent l'URSS est possible uniquement sur la base de la planification et de la gestion centralisées, de la démocratie ouvrière et d'une lutte contre les inégalités nationales.

DERRIERE LA CATASTROPHE ECONOMIQUE

Pendant deux décennies, les apologistes de la « voie yougoslave vers le socialisme » pouvaient mettre en avant (et ils ne se privaient pas de le faire) un des taux de croissance les plus forts du

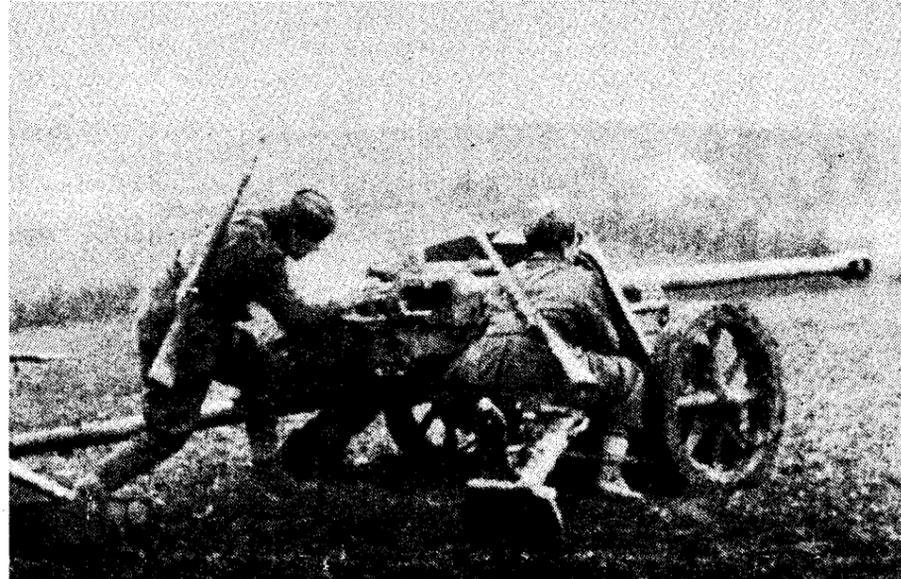


Eupra

dans un seul pays... pour leur pays. La rupture avec Staline, en 1948, renforça considérablement l'autorité du régime de Tito parmi la population.

Bénéficiant d'un soutien populaire exceptionnel, les titistes appliquèrent une série de mesures de libéralisation, dont la plus significative était l'autogestion des entreprises. Il ne fait aucun doute que la plupart des ouvriers yougoslaves approuvèrent cette mesure, parce qu'elle leur donnait une certaine protection contre les abus bureaucratiques sur le lieu de travail. Pendant de nombreuses années, la rhétorique de l'autogestion dépassa cependant de loin la réalité. Les dirigeants des entreprises continuaient à être choisis par les chefs locaux du parti et du gouvernement. Plus fondamentalement, le surplus économique restait concentré entre les mains de l'Etat. A la fin des années 50, moins de 10 % des profits bruts étaient conservés par les entreprises; le reste était transféré au gouvernement via les impôts, les remboursements d'intérêts sur leurs actifs et d'autres charges.

Environ la moitié de tous les investissements en nouvelles usines et équipements était financée par le gouvernement fédéral. Le régime de Tito utilisait le fonds d'investissements pour réduire, dans une certaine mesure, les grandes disparités économiques entre les nationalités de Yougoslavie. L'investissement par ouvrier était beaucoup plus élevé dans les régions les plus pauvres — la Macédoine, le Monténégro et le Kosovo — que dans les républiques les plus développées, la Croatie et la Slovénie. Les efforts pour utiliser le contrôle centralisé du fonds



George Skriglin/Belgrade

Josip Broz Tito a construit un mouvement de partisans antinazis panyougoslave.

guerre, est à nouveau devenue la question centrale en Yougoslavie » (Dennison Rusinow, *The Yugoslav Experiment 1948-1974* [1977]).

LES FRUITS AMERS DE LA « DESETATISATION »

Les « réformes » des années 60, orientées vers le marché, ont radicalement déplacé le centre du pouvoir économique. Entre le début et la fin des années 60, la part de l'investissement fixe financé par le gouvernement est passée de plus de 60 % à moins de 10 % ! C'est ainsi qu'on a commencé à dépouiller de son pouvoir économique le gouvernement fédéral (central), à telle enseigne qu'en 1980 un éminent économiste yougoslave, Zoran Popov, pouvait écrire que « les républiques et les provinces ont presque exclusivement le contrôle de la politique économique. La mise en œuvre systématique de cette disposition dans le développement pratique du système a rendu notre système rigide, lourd et inefficace. » Beaucoup de touristes, en Yougoslavie, ont fait par eux-mêmes l'expérience de cette rigidité et de cette lourdeur. A chaque fois qu'un train franchit la frontière séparant deux républiques, on doit changer de locomotive !

Les mesures de décentralisation des années 60 ont aussi modifié de manière radicale les interactions de l'économie yougoslave avec le marché capitaliste mondial. En 1967, on autorisa les entreprises à conserver une partie des devises qu'elles acquéraient. Depuis lors, la chasse aux devises est une des principales sources de conflits régionaux/nationaux et de conflits entre en-

fois plus que dans une entreprise moins rentable. Ces différences de revenus n'ont rien à voir avec la diligence individuelle des ouvriers ou avec les compétences des directeurs d'usines. Le principal facteur qui détermine la rentabilité des entreprises, c'est l'âge de l'usine, le fait qu'elle soit à la pointe de la technologie ou obsolète. Le « socialisme de marché » viole le principe élémentaire : à travail égal, salaire égal, principe commun aux syndicalistes et aux communistes.

Si des salaires grossièrement inégaux pour un travail égal provoquent à n'en pas douter le mécontentement des ouvriers pris individuellement, ce sont les fortes inégalités entre régions qui menacent maintenant de faire voler en éclats la République socialiste de Yougoslavie. La Slovénie bénéficie d'un niveau de vie comparable à celui de l'Autriche voisine, tandis que la situation du Kosovo, peuplé d'Albanais, ressemble davantage à celle de la Turquie. Les mesures de décentralisation des années 60 ont élargi ce fossé. A la fin des années 70, au Kosovo, le revenu par habitant représentait 30 % de celui de la Slovénie; en Macédoine, moins de la moitié de celui de la Slovénie. La catastrophe économique des années 80 a frappé plus durement les régions les plus pauvres. Alors qu'en Slovénie le taux de chômage est encore inférieur à 2 %, il dépasse 35 % au Kosovo ! Pas étonnant que beaucoup d'Albanais soient violemment hostiles à la fédération yougoslave telle qu'elle est actuellement constituée et gérée.

L'Union soviétique est loin d'être débarrassée du chauvinisme grand-russe et des conflits natio-

monde. Pendant les années 50, la production industrielle progressait de 9,5 % par an, et dans les années 60 de 8 % par an. Cependant, cette impressionnante réussite économique n'était aucunement la preuve des vertus supérieures de l'autogestion des entreprises.

Dans les années 50, la Yougoslavie bénéficiait d'un avantage dont étaient privés les Etats du bloc soviétique: les subsides de l'impérialisme américain. Après la rupture de Tito avec Staline en 1948, Washington regardait le régime de Belgrade comme un semi-allié contre Moscou. Dans la première décennie de la Guerre froide, la Yougoslavie a reçu environ un milliard de dollars de largesses de l'Oncle Sam. Dans le même temps, la Yougoslavie accumulait d'importants déficits de sa balance des paiements avec l'Occident. Sans l'aide américaine, les contraintes de la balance des paiements auraient retardé sa croissance économique.

Au début des années 60, l'aide américaine s'était tarie, mais la Yougoslavie titiste trouva une autre source de devises: exporter son surplus de main-d'œuvre vers le Marché commun d'Europe de l'Ouest, et en particulier vers l'Allemagne de l'Ouest. A l'apogée de ce mouvement, juste avant la récession mondiale de 1974-75, les travailleurs émigrés représentaient 12 % de la main-d'œuvre yougoslave totale. Et l'argent qu'ils envoyaient à leur famille et avec lequel ils revenaient au pays représentait 40 à 50 % des recettes d'exportations des produits industriels et agricoles yougoslaves.

La catastrophe économique des années 80 trouve son origine dans la crise capitaliste mondiale de 1974-75. Le quadruplement des prix du pétrole organisé par le cartel des « Sept sœurs »/OPEP augmenta considérablement la facture des importations yougoslaves, payables en dollars et non en dinars. En conséquence, le déficit de la balance des paiements, qui était de 1,6 milliards de dollars en 1973, fit un bond à 7,2 milliards de dollars en 1979. Au même moment, la récession et le marasme qui s'ensuivit dans l'économie d'Europe occidentale renvoya chez eux un quart de million de Yougoslaves à la fin de la décennie.

Le taux de chômage, qui était de 3,5 % au début des années 70, atteignit 8,5 % à la fin de la décennie. Par une de ses caractéristiques importantes, l'autogestion a une tendance inhérente *plus forte* que le capitalisme à engendrer du chômage. Le but d'une entreprise autogérée n'est pas de maximiser les profits, et encore moins la production, mais *le profit par ouvrier*. Si une entreprise yougoslave peut augmenter sa production, disons de 10 %, en dépensant un million de dinars en nouveaux équipements ou en dépensant un demi-million en nouveaux équipements et le reste en embauchant davantage d'ouvriers, elle choisira toujours la première solution. Le système est fortement biaisé en défaveur des jeunes ouvriers qui se présentent pour la première fois sur le marché du travail.

Les conseils ouvriers existants se sont cependant heurtés à certains obstacles politiques. Si on avait permis au marché d'opérer librement, des centaines d'entreprises auraient mis la clé sous la porte à la fin des années 70. Pour empêcher cela, le régime de Tito a eu recours à un financement inflationniste et à des emprunts massifs à l'étranger. On faisait fusionner les sociétés qui étaient dans le rouge avec des sociétés rentables ou requinquées avec des prêts ban-



Planeta Publishers

Etudiants soviétiques en Kalmoukie. La planification et la gestion centralisée ont réduit considérablement l'écart entre les régions arrières d'URSS et la Russie d'Europe.

caires.

Le scandale de l'Agrokomerc, qui secoua le pays à l'automne dernier, a révélé comment le système fonctionnait. La direction d'Agrokomerc, une énorme société agro-alimentaire, avait des liens étroits avec le chef local du parti de Bosnie, Hamdija Pozderac, un des politiciens les plus puissants du pays. Pendant plusieurs années, l'Agrokomerc a accumulé auprès des banques yougoslaves près d'un milliard de dollars de traites garanties par des actifs fictifs. Quand ce château de cartes économique s'est finalement effondré, le patron d'Agrokomerc, Fikret Abdic, s'est exclamé: « *Tout le monde en Yougoslavie faisait ça, alors pourquoi s'en prend-on à Agrokomerc, alors que nous essayions seulement d'obtenir des fonds pour terminer certains de nos grands projets?* » (*Economist*, 5 septembre 1987).

De fait, en Yougoslavie tout le monde faisait ça depuis des années. Résultat, le taux d'inflation a triplé pendant les années 70, atteignant 30 % à la fin de la décennie. L'inflation a ruiné la compétitivité des exportations yougoslaves. Pour payer les importations nécessaires, le régime de Tito s'est tourné vers les requins de la finance de la Bourse de Francfort, de la City de Londres et de Wall Street. La dette extérieure a été multipliée par dix pendant les années 70, passant de 2 à 20 milliards de dollars. C'est en pleine fuite en avant que la Yougoslavie a abordé les années 80.

POUR UNE FEDERATION SOCIALISTE DES BALKANS !

La mort du maréchal Tito, en 1980, a enlevé à la fois un puissant symbole de l'unité yougoslave et une direction politique ayant une autorité. Elle a marqué la disparition de la génération qui avait fait la Révolution yougoslave en dépassant les vendettas séculaires des Balkans. A cette génération ont succédé des nains politiques animés par des intérêts marqués par l'esprit de clocher et la vision à court terme. Comme l'explique un intellectuel dissident: « *Nous vivons sous une oligarchie pluraliste, ou mieux, sous huit oligarchies.* » Chaque république a un droit de veto d'un an sur la législation fédérale. La présidence du gouvernement fédéral est attribuée à tour de rôle sur une base régionale, ce qui constitue un des aspects les plus funestes de l'héritage de Tito. Même dans le cadre d'un régime stalinien, la bureaucratie yougoslave actuelle s'est montrée d'une irresponsabilité criminelle et peut-être suicidaire.

Le gouvernement de la chaise

musicale qui siège à Belgrade est devenu pratiquement un agent collecteur pour les requins de la finance étrangers. En pressurant l'économie, ils ont, depuis 1981, soutiré dix-huit milliards de dollars pour les banquiers de Francfort, de Londres et de New-York. Et maintenant, les banquiers exigent de nouvelles mesures d'austérité en comparaison desquelles ces dernières années apparaîtront comme la *dolce vita*. L'été dernier, le régime de Belgrade, sous la pression du FMI, a adopté une loi éliminant toutes les subventions de l'Etat et autres aides pour les entreprises qui perdent de l'argent. Oskar Kovac, le ministre chargé des relations économiques avec l'Occident, déclarait: « *Il y aura des entreprises qui, clairement, devront disparaître. J'espère seulement que cela ne prendra pas une dimension telle que ça provoquera une agitation sociale sérieuse. Mais même avec ce risque, nous devons aller de l'avant* » (*Washington Post*, 21 juillet 1987). Aller de l'avant, la première étape sera de fermer 800 entreprises, avec 200 000 ouvriers. Si la loi est appliquée strictement, un ouvrier sur quatre en Yougoslavie sera jeté à la rue.

La banqueroute de l'« économie autogérée » a considérablement intensifié les forces centrifuges en Yougoslavie. L'été dernier, l'organe maison de la finance internationale, l'*Economist* de Londres, titrait un article sur la Yougoslavie « *Un Liban dans les Balkans?* » Les chacals impérialistes commencent à sentir le sang, et salivent à la pensée de l'éclatement de la République socialiste de Yougoslavie, éclatement qui détruirait l'œuvre de la révolution et ferait de la Serbie, de la Croatie, de la Slovénie, etc., des néo-colonies de la finance in-

ternationale. Les régions les plus prospères du Nord se plaignent du fardeau économique que représente le Sud plus pauvre. Bozo Kovac, rédacteur en chef d'un des principaux quotidiens de Slovénie, proclame qu'« *en Slovénie, les ressources sont mieux utilisées et gérées que dans le Sud* ».

L'*Independent* de Londres (8 octobre 1987) écrit: « *Il y a beaucoup de rêves de sécession de la fédération des Slaves du Sud, que les 1,5 millions de Slovènes ont tendance à voir comme une ponction pure et simple sur leur dur travail et sur leur style de vie davantage européen.* » Si la sécession est un rêve pour les Slovènes, c'est un cri de colère chez les Albanais. La question du Kosovo a explosé en 1981, quand des manifestants étudiants albanais ont exigé que leur province obtienne le statut de république à part entière. Aujourd'hui, les nationalistes les plus extrêmes revendiquent « *une Albanie ethnique qui comprendrait la Macédoine occidentale, le sud du Monténégro, des parties du sud de la Serbie, le Kosovo et l'Albanie elle-même* » (*New York Times*, 1^{er} novembre 1987). Ces dernières années, une grande partie de la minorité serbe a quitté le Kosovo, chassée par la montée du nationalisme albanais et la profonde récession économique.

La situation au Kosovo attise toutes les passions nationalistes en Yougoslavie. L'*Economist* du 18 juillet 1987 remarquait: « *Peu de gens, hors de Yougoslavie, se sont intéressés au Kosovo. Mais si le problème là-bas n'est pas résolu, il pourrait ébranler l'ensemble de la Yougoslavie.* » Rappelant les conséquences de l'assassinat d'un archiduc autrichien par un nationaliste serbe à Sarajevo en 1914, l'étincelle qui déclencha la Première Guerre mondiale, l'article remarquait que « *les conflits locaux dans les Balkans ont une tendance déplaisante à se développer en conflits plus importants* ».

Le stalinisme titiste n'a pas apporté, et ne pouvait pas apporter, une solution durable aux problèmes nationaux de la Yougoslavie. Par exemple, la population albanaise du Kosovo doit avoir le droit de s'unir avec les membres de la même nation de l'autre côté de la frontière albanaise. Les Macédoniens doivent avoir le droit de devenir partie intégrante de la Bulgarie. Une telle politique ferait beaucoup pour désamorcer les antagonismes nationaux actuels à l'intérieur de la Yougoslavie, jetant les bases pour une authentique fédération socialiste des Balkans, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Dans un article sur « La ques-
Suite page 15

MEETINGS DE LA LIGUE TROTSKYSTE

LES PERILS DE LA "PERESTROIKA"

- Pour une économie planifiée basée sur la démocratie des soviets!
- Les archives soviétiques appartiennent aux peuples soviétiques. Ouvrez les livres d'histoire!
- Défense inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution interne!

MONTREUIL: jeudi 13 octobre, 19 H 30 Bourse du travail. Esplanade Benoît Frachon. M^o: Mairie de Montreuil

ELBEUF: mardi 11 octobre, 18 H 30. Maison des syndicats.

PETIT-COURONNE: jeudi 13 octobre, 18 H 30. Centre médico-social.

ROUEN SAINT-SEVER: jeudi 27 octobre, 18 H 30. Salle Mac Orlan.

Pour une république socialiste kurde unifiée!

Le massacre des Kurdes d'Irak

Le « cessez-le-feu » négocié par l'ONU n'a peut-être pas mis fin à la guerre féroce et insensée entre l'Irak et l'Iran. Mais il a donné à ces deux régimes réactionnaires un répit pour concentrer leurs forces pour entreprendre ce qu'ils savent faire le mieux : massacrer les peuples qu'ils oppriment dans leur propre Etat.

Depuis la mi-juillet, les généraux de Bagdad ont lancé une nouvelle offensive contre le Kurdistan irakien (où vivent aussi un grand nombre de chrétiens syriaques). Cette fois-ci, ils ont envoyé 60 000 soldats équipés de chars, d'hélicoptères d'attaque, d'artillerie lourde, de napalm et, selon les réfugiés kurdes, de gaz de combat. Des dizaines de milliers de réfugiés ont fui et ont été contraints de franchir la frontière montagneuse pour gagner la Turquie, où historiquement les Kurdes ont été toujours plus opprimés que partout ailleurs. De son côté, l'ayatollah Khomeiny, qui avait inauguré sa « révolution islamique » en massacrant plus de 10 000 Kurdes, masse actuellement des troupes à l'intérieur du Kurdistan iranien.

La presse a fait ses gros titres sur la condamnation de l'utilisation des gaz de combat par des capitales impérialistes comme Washington, Paris et Bonn. Quelle hypocrisie sans vergogne, quand on sait que l'impérialisme français soutient à grand renfort d'armements l'effort de guerre irakien ; que l'Allemagne de l'Ouest vend à l'Irak de quoi fabriquer des armes chimiques, un commerce lucratif ; et que les Etats-Unis ont récemment refusé de signer un accord international interdisant la production ou l'utilisation de telles armes !

Pressée d'améliorer son « image de marque » pour pouvoir rentrer dans le Marché commun, la dictature turque a fait grand cas de la façon « humanitaire » dont elle traite les réfugiés kurdes d'Irak. Pourtant d'après le numéro du 5 septembre de *Iscin Sesi*, le journal des « léninistes » du TKP (Parti communiste turc), la Turquie a refusé d'accorder aux Kurdes le statut de réfugiés politiques, leur octroyant un statut de « séjour temporaire » sans signification. Pendant ce temps, l'Anatolie du Sud, où vivent la majorité des plus

de huit millions de Kurdes de Turquie, reste soumise à la loi martiale. Les Kurdes de Turquie, officiellement qualifiés de « Turcs des montagnes » depuis qu'Atatürk a interdit l'usage de leur langue, voient aujourd'hui même leurs villages militarisés et leurs militants emprisonnés et assassinés.

Si les récents témoignages d'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes semblent de plus en plus mis en doute, on sait que l'Irak a utilisé les gaz de combat au Kurdistan depuis octobre 1983. En mars dernier, au cours d'une offensive contre l'armée iranienne, les forces baassistes ont gazé le village kurde de Halabja, tuant plus de 5 000 personnes, hommes, femmes et enfants.

Pour briser la résistance kurde à la domination de Bagdad, le régime bonapartiste irakien applique ce que l'impérialisme américain, au Vietnam, appelait une « politique de la terre brûlée » : « *Le président Saddam Hussein a rasé des villages — on estime que pas moins de 3 000, sur les 4 000 que comptait le Kurdistan, ont disparu —, chassé des dizaines de milliers d'habitants — soit vers des zones faciles à contrôler au Kurdistan, soit vers des camps de concentration dans l'extrême sud de l'Irak — et arabisé les régions les plus sensibles, comme celle autour des champs pétroliers de Kirkûk* » (*Guardian*, 14 septembre).

LES POLITIQUES DE CATASTROPHE DES CHEFS NATIONALISTES

Le prétexte avancé par Hussein pour sa nouvelle campagne meurtrière contre les Kurdes, c'est que les forces nationalistes kurdes ont collaboré avec les troupes de Khomeiny. De fait, les dirigeants nationalistes bourgeois (et pré-bourgeois) historiques des Kurdes irakiens, le Parti démocratique du Kurdistan (DPK) dirigé par le clan Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) de formation plus récente et dirigée par Jalal Talabani, ont cherché et reçu le soutien de l'Iran, tant de Khomeiny que du shah. Ce dernier avait exploité la résistance kurde pour obliger Hussein, en 1975, à signer les accords d'Alger qui partageaient avec l'Iran la souveraineté sur l'estuaire du Chatt-el-Arab. L'accord d'Alger signifiait aussi que Bagdad et Téhéran allaient collaborer pour écraser la résistance kurde. Ce qui fut fait avec la brutalité habituelle jusqu'à ce qu'en 1980 Hussein jette l'accord d'Alger au panier et déclenche une guerre de conquête contre la dictature théocratique de Khomeiny qui venait de s'installer au pouvoir.

Récemment, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan iranien, Abdel Ghassem, annonçait que Khomeiny était sur le point de s'attaquer à ses forces parce qu'il avait, de son côté, accepté l'aide d'Hussein. Sentant que le vent avait tourné, Ghassem déclarait au *Süddeutsche Zeitung* (16 septembre) au sujet des Kurdes d'Irak : « *Nous ne sommes pas des séparatistes. Nous sommes kurdes, mais nous sommes aussi iraniens.* » Par conséquent, Hussein c'est le problème

des Kurdes d'Irak, et la tâche de son organisation n'est pas de leur venir en aide.

Le Proche-Orient, et en particulier le Kurdistan, témoigne de manière tragique de l'incapacité pour le capitalisme, à l'époque de la décadence impérialiste, de satisfaire même les aspirations démocratiques et nationales les plus élémentaires des masses opprimées et laborieuses. La gauche petite-bourgeoise qui soutenait le nationalisme arabe et la « révolution arabe » quand c'était à la mode, pour se tourner ensuite vers la « révolution iranienne » du chauvinisme grand-persé et de l'obscurantisme chiite,

ses panneaux, dont ceux dénonçant à la fois les mollahs et les colonels irakiens, la Turquie d'Evren et la Syrie d'Assad. Les organisateurs — dont des partisans du PC irakien — firent appel à la police pour exclure de la manifestation notre politique de défaitisme révolutionnaire et de défense de l'Union soviétique.

POUR UNE REPUBLIQUE SOCIALISTE DU KURDISTAN UNIFIE !

Après la Première Guerre mondiale, les impérialistes, en premier lieu l'impérialisme britannique, dé-



Der Spiegel

Entourés de soldats turcs, des réfugiés kurdes qui ont échappé au massacre en Irak.

a pu goûter les fruits amers de son suivisme dans la guerre Iran-Irak, et en particulier avec les charniers du Kurdistan. Et certains Kurdes d'Irak se considèrent comme « hezbollahs » (fanatiques chiites) alors même qu'en Iran d'autres Kurdes sont massacrés par les hezbollahs de Khomeiny. Il faut au peuple kurde une perspective prolétarienne pour combattre aussi ces divisions religieuses et régionales.

La tendance spartaciste internationale, qui ne donne aucun soutien politique au nationalisme, est la seule organisation qui a pu tout à la fois lutter contre toutes les persécutions dont a été victime le peuple kurde et prendre une position de défaitisme révolutionnaire des deux côtés dans la guerre Iran-Irak, en soulignant que cette guerre représentait la meilleure opportunité pour constituer un Etat-nation qu'aient eue les Kurdes depuis l'éphémère « République kurde » de Mahabad en 1946. La campagne génocide actuelle d'Hussein contre les Kurdes irakiens est là pour montrer que lui aussi en est conscient. Tout comme les chauvins grand-persés de Téhéran et la bourgeoisie turque qui massacrent régulièrement leurs « propres » populations kurdes.

Une manifestation organisée à Londres le 10 septembre pour protester contre la brutale offensive de Bagdad dans le Kurdistan irakien a montré que malheureusement la perspective nationaliste déformée était toujours prédominante. Alors que la manifestation s'ébranlait en direction de l'ambassade irakienne, le cortège spartaciste brandissait

peçaient le Moyen-Orient et balkanisaient la région en la divisant entre quatre Etats capitalistes, la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, et en niant le droit à l'autodétermination du peuple kurde. Et aujourd'hui, ils sont vingt millions à se voir refuser un Etat-nation.

La Révolution russe démontre qu'à l'époque de l'impérialisme, les droits et les principes démocratiques ne peuvent être pleinement réalisés que quand le prolétariat révolutionnaire est au pouvoir. C'est pourquoi beaucoup de Kurdes, malgré la dégénérescence stalinienne, regardent vers l'Union soviétique où leurs frères et sœurs jouissent de droits nationaux démocratiques ainsi que des réalisations de la science et de la technologie du XX^e siècle. En 1984, dans nos salutations à une conférence kurde qui s'était tenue en Europe centrale, nous écrivions : « *La solution pour mettre un terme à l'oppression des masses kurdes ne peut être qu'à l'échelle régionale, et demande que soient écrasés quatre régimes bourgeois réactionnaires [...]. Notre modèle, c'est la Russie de Lénine, de 1917 à 1924, où les bolchéviks offrirent aux minorités nationales le choix et les avantages de l'association avec la fédération soviétique. Pour notre part, nous nous employons à forger le parti internationaliste de la révolution prolétarienne mondiale et nous nous adressons à vous en sachant que l'avenir de l'humanité dépend de la construction de ce parti* » (*Le Bolchévik* n° 49, octobre 1984).

Adapté de Workers Hammer n° 100

44674 DMZ, MOK, MPP, 511316 026070

GORBAÇOV'UN SOVYETLER BİRLİĞİ NEREYE GİDİYOR?

Lenin ve Troçki'nin yoluna geri dön!

5 F port inclus

Ecrire au Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Kampuchéa ...

Suite de la page 16

tentiellement une menace mortelle pour l'Etat ouvrier vietnamien lui-même.

La direction Gorbatchev, à la poursuite de l'illusion profonde de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, serre la vis à son plus ferme allié, le Vietnam. Pourquoi? Même les commentateurs bourgeois reconnaissent qu'il y a une chose sur laquelle tous les Cambodgiens sont d'accord: l'armée vietnamienne doit rester au Kampuchéa jusqu'à ce que soit éliminée la menace d'un retour de la bande de Pol Pot et de leurs hommes de paille sihanoukistes. Pour accomplir cela contre l'alliance sinistre des USA et des staliniens chinois, le Vietnam et la RPK ont besoin d'une aide massive du bloc soviétique. La classe ouvrière soviétique a un intérêt direct à exiger que cette aide leur soit envoyée, car c'est la lutte révolutionnaire héroïque du peuple vietnamien pendant des dizaines d'années contre l'impérialisme US qui a donné un temps précieux à l'URSS pour parvenir à la parité nucléaire avec les USA. Et c'est le parapluie nucléaire soviétique qui arrête la main des impérialistes bellicistes. Les Vietnamiens devraient recevoir toute l'aide dont ils ont besoin pour achever leur mission internationaliste et nettoyer une bonne fois pour toutes les réactionnaires khmers.

En mettant la pression sur Hanoï, le Kremlin manœuvre pour améliorer ses relations avec la Chine et pour apaiser l'impérialisme. Ce qui est prévu maintenant c'est une réunion sino-soviétique fin août pour discuter sur le Kampuchéa. Le régime de Deng exige depuis longtemps le Kampuchéa pour prix de la normalisation de ses relations avec Moscou. L'alliance de Pékin avec l'impérialisme US est antérieure à l'intervention vietnamienne contre Pol Pot, mais depuis elle a été scellée dans le sang. L'invasion du Vietnam en 1979 a été un désastre sanglant pour l'armée chinoise, mais ils ont maintenu la pression depuis; cela reflète l'appétit chauviniste frustré de la bureaucratie chinoise à dominer l'Indochine comme les empires Han chinois d'antan. L'alliance des staliniens chinois avec l'impérialisme contre l'URSS, accompagnée à l'intérieur du pays par des politiques de « socialisme de marché » qui alimentent les forces pro-capitalistes, est, en dernier ressort, suicidaire. Si jamais l'impérialisme US devait avoir le dessus sur l'URSS, alors les acquis de la révolution chinoise de 1949 seraient en danger mortel.

Pour faire face à la course US à la guerre contre l'Union soviétique, l'unité anti-impérialiste est nécessaire, de Moscou à Hanoï et Pékin. En 1982, au moment de l'intervention israélienne au Liban, la tendance spartaciste internationale soulevait cette question: « Quelle réponse ces provocations américaines démentes nécessitent-elles? En premier lieu, arriver à un accord avec les Chinois [...] Un geste généreux explicitement motivé: "Bon, il semble que les USA vont s'en prendre à nous maintenant, et nous n'avons pas besoin de vous autres pour nous attaquer par derrière. Et pendant que vous y êtes, relâchez votre pression sur les Vietnamiens afin qu'ils puissent enfin nettoyer le merdier cambodgien. Alors vous avez des griefs contre nous; qu'ils soient ou non



Thompson/Oxfam

Phnom Penh en 1979, après la chute de Pol Pot (ci-dessus) et aujourd'hui. Grâce aux sacrifices héroïques des Vietnamiens, le peuple cambodgien a maintenant un avenir.



Greg Davis

justifiés, cela nous importe peu en ce moment; dites-nous seulement ce que vous voulez et, dans la mesure du possible, nous vous le donnerons." Voilà ce que feraient des défenseurs intelligents des intérêts soviétiques, sans parler d'internationalistes prolétariens. Mais toutes ces bureaucraties staliniennes, sans aucune exception, sont nationalistes jusqu'à la moëlle et refusent d'abandonner un seul arpent du sol sacré de la mère-patrie. Ensuite, nettoyer l'Afghanistan » (« Reagan, Begin et Hitler », le Bolchévik n° 35, octobre 1982).

Au lieu de cela, Gorbatchev abandonne l'Afghanistan, ouvrant la voie à un bain de sang pour la gauche afghane et les femmes, et fait pression sur le Vietnam afin qu'il se retire du Kampuchéa, ce qui serait tout aussi désastreux. Le Kremlin à la fois apaise les USA et essaie d'améliorer ses relations avec Pékin en restant dans le cadre de

l'actuelle alliance du régime de Deng avec l'impérialisme. Cette « nouvelle pensée » ne peut que miner la défense de l'Union soviétique. Une réelle unité communiste contre l'impérialisme exige rien moins qu'une révolution politique prolétarienne pour balayer les castes bureaucratiques parasitaires et nationalistes à Pékin et à Moscou, sur la base d'une renaissance du léninisme — le programme du trotskysme.

VIVE LA RECONSTRUCTION DU KAMPUCHEA!

En janvier 1979, lors d'une campagne très brillante, l'armée vietnamienne a libéré le peuple cambodgien de l'étreinte mortelle de Pol Pot. Les Vietnamiens et leurs alliés cambodgiens du Front du salut — des communistes survivants qui avaient dirigé des révoltes désespérées contre Pol Pot en 1978 dans

les provinces de l'Est — ont trouvé un pays et un peuple complètement dévastés, un véritable enfer terrestre, jonché de cadavres. Les zones urbaines, y compris Phnom Penh, étaient des ruines dépeuplées. Il n'y avait plus ni usines, ni écoles, ni hôpitaux. Même la monnaie et les marchés avaient été abolis. La récolte de riz, aliment de base, était désastreuse, la famine hantait le pays et la population survivante recherchait ses parents perdus.

L'horreur meurtrière de Pol Pot a contribué à amener pratiquement la nation khmère au bord de l'extinction, mais le meurtre collectif avait commencé longtemps auparavant — par les impérialistes US et leurs alliés dont l'Australie. Washington voyait ses attaques aériennes contre le Cambodge et son peuple comme un « aspect secondaire » de sa tentative d'écraser la Révolution vietnamienne. Pendant quatre ans, après 1969, l'armée de l'air US, dirigée par Nixon et Kissinger, a déversé l'équivalent en bombes conventionnelles de 150 bombes atomiques du type d'Hiroshima (soit encore 100 tonnes d'explosifs par habitant au Cambodge). Ces bombardements, qui ont tué des centaines de milliers de paysans, ont détruit l'économie rurale primitive et le tissu social de ce pays. Maintenant, Reagan et Hawke, le premier ministre australien, ont le culot de mener une « croisade » contre le Vietnam au nom de l'« indépendance » du Kampuchéa.

C'est essentiellement le bombardement US qui a assuré l'ascension de la clique xénophobe de Pol Pot à l'intérieur du mouvement communiste khmer, en créant les conditions pour l'autarcie paysanne bizarre et utopique du « Kampuchéa démocratique ». En rentrant de leurs études à Paris après la fin de la guerre contre le colonialisme français en 1954, Pol Pot et Cie ont, par le meurtre et en attisant le chauvinisme antivietnamien, méthodiquement pris la direction du parti cambodgien des mains des vétérans de la lutte de guérilla alliée au Vietnam, l'Issarak. Dans ce but, Pol Pot a exploité de façon démagogique la trahison des Issarak cambodgiens à la conférence de Genève de 1954, trahison imposée au Vietminh par ses alliés soviétique et chinois, en particulier Chou En-Lai. Alors qu'ils contrôlaient de larges parties du pays, les délégués de l'Issarak ont été exclus de la conférence; ils n'ont pas eu droit à une zone pour regrouper leurs forces, et finalement ils ont été entièrement désarmés. Du millier de cadres communistes khmers qui ont été évacués à Hanoï 1954, il n'en reste, en vie aujourd'hui, que 30 ou 40. La plupart ont été massacrés

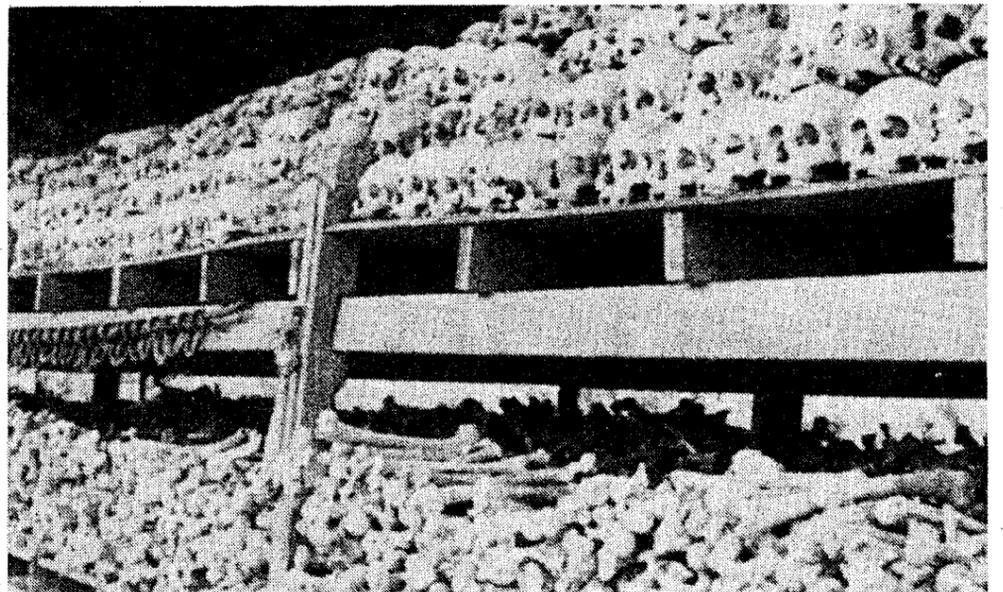
Suite page 14

Independent



Der Spiegel

Les macabres résultats de la terreur de Pol Pot



Kampuchéa ...

Suite de la page 13

par Pol Pot après leur retour au Cambodge à partir de 1970 ; tel a aussi été le sort de tous les autres communistes qui ont contesté la paranoïa meurtrière de Pol Pot, pour la plupart dans les chambres de torture épouvantables de la prison de Tuol Sleng. *Pol Pot a tué les vrais communistes khmers, et après il a perpétré un génocide !*

Quand l'armée de guérilla basée sur la paysannerie des Khmers rouges est entrée à Phnom Penh en avril 1975, elle a détruit l'Etat capitaliste en ruines que soutenaient les USA. Mais la clique dominante de Pol Pot était violemment opposée à toute espèce d'alliance avec la révolution vietnamienne victorieuse ; et au contraire, elle a coupé le pays du monde et a organisé de façon totale, brutale et immédiate le dépeuplement des villes. Dès le début, alors que nombre de gens de gauche applaudissaient aveuglément les Khmers rouges, nous avons condamné « les actes de l'armée paysanne cambodgienne victorieuse qui rentre dans Phnom Penh non pour libérer les pauvres et les masses travailleuses mais pour imposer une dépopulation totale et immédiate de la ville » (« Indochina: Deformed Revolution », *Workers Vanguard* n° 72, 4 juillet 1975).

Nous avons plus tard, dans un autre article (« Cambodia: Peasant Stalinism Run Amok », *Workers Vanguard* n° 180, 4 novembre 1977), détaillé les preuves de l'entreprise de destruction de la vie urbaine par Pol Pot et défini le régime comme « Etat ouvrier vraiment déformé » et souligné la ressemblance avec les révoltes paysannes sanglantes de l'ère pré-capitaliste. Mais tout en étant réellement déformé, le Kampuchéa « démocratique » de Pol Pot n'était en aucune sorte un Etat ouvrier. Comme nous l'écrivons quelques années après : « L'aboutissement logique du Cambodge de Pol Pot, ce ne fut pas même les purges et les camps de travail de Staline, ce fut *Jonestown!* La suppression par Pol Pot des villes, des usines, de l'argent, et son retour sur une échelle de masse à l'agriculture de subsistance — un programme pré-féodal basé sur une chimérique résurrection des royaumes esclavagistes barbares d'Angkor Vat — disloquèrent complètement toute base économique rationnelle pour le régime et par conséquent éliminèrent toute entrave à la clique dirigeante » (*Le Bolchévik* n° 42, octobre 1983). La plupart de ce qui existait d'infrastructures économiques d'une nation moderne ont été abandonnées ou détruites. La couche instruite de la population et la petite classe ouvrière qui étaient nécessaires pour faire tourner ces infrastructures ont été déportées pour devenir des esclaves agricoles.

La famine endémique et la terreur de masse qui l'accompagnait ont créé une violente instabilité et les purges étaient chaque fois plus massives à l'intérieur du régime. En désespoir de cause, la clique ultrachauvine de Pol Pot s'est lancée, contre le Vietnam, dans une bataille qu'elle ne pouvait pas gagner. Quand le cauchemar s'est terminé, au moins un million de personnes, sinon deux, avaient péri.

En 1979, nous avons dit que l'histoire déciderait si les occupants vietnamiens au Kampuchéa seraient considérés comme des oppresseurs ou des libérateurs. Sur cette question, le verdict a été rendu depuis



La victoire à Dien Bien Phu, en mai 1954, avait brisé les reins au corps expéditionnaire de l'impérialisme français. Mais les concessions faites à Genève par les dirigeants vietnamiens (sous la pression des Soviétiques et des Chinois) devaient prolonger la guerre de vingt ans.

longtemps. Le Kampuchéa, bien qu'encore un pays terriblement pauvre, s'est remis de façon remarquable. Phnom Penh, qui était alors une ville-fantôme, est maintenant une ville pleine de vie, avec 800 000 habitants. La récolte de riz, cruciale, est passée de 538 000 tonnes en 1979 à près de deux millions en 1986. La toujours minuscule base industrielle a été largement remise en état grâce à l'aide du bloc soviétique et du Vietnam ; et, grâce surtout à des bourses d'études en Union soviétique, une petite couche de personnel médical, d'enseignants, de techniciens et de personnel administratif a été recréée — cette couche qui avait soit été liquidée, soit avait fui à l'Ouest.

Politiquement, le Parti populaire révolutionnaire de Heng Samrin et Hun Sen a grandi ; il a maintenant plus de 20 000 membres à part entière et près de 50 000 membres stagiaires, et il s'étend dans toutes les parties du pays. L'armée de Phnom Penh est de plus en plus efficace et assure un niveau raisonnable de sécurité dans presque tout le pays. La revue bourgeoise et pro-ASEAN *Far Eastern Economic Review* elle-même affirmait récemment : « Au niveau de la sécurité, la situation au Kampuchéa est en bonne partie sous contrôle » (25 février). Ces trois dernières années, les Vietnamiens ont pu réduire pratiquement de moitié leur armée. Malgré des difficultés incroyables, la reconstruction économique et sociale du Kampuchéa a vraiment commencé, même si c'est de façon modeste. Le peuple cambodgien a maintenant un avenir ! Il faut bien comprendre que le Vietnam, qui a lui-même quarante ans de dévastation impérialiste derrière lui, a fait de grands sacrifices militaires et économiques pour aider le peuple cambodgien ; il entretient la quatrième plus importante armée du monde, surtout sur la frontière nord pour tenir en respect les Chinois.

Depuis 1979, la stratégie des USA, de l'Australie, de l'ASEAN et de la Chine est la suivante : « saigner à blanc le Vietnam », grâce à la pression militaire et à un blocus économique total du Vietnam et du Kampuchéa. Les contras khmers ne doivent leur existence qu'à l'aide occidentale et chinoise et à leurs tannières en Thaïlande. Ils vivent sur le dos d'une population de « réfugiés » en Thaïlande qui est artificiellement entretenue par des

aumônes « humanitaires » fournies à grande échelle par l'Ouest ; en fait, cette population est un otage politique, dirigée par la terreur des gangsters. Les impérialistes occidentaux ont empêché toute aide gouvernementale de parvenir aux 7,5 millions de personnes qui vivent aujourd'hui au Kampuchéa, afin de serrer encore plus l'étau sur le Vietnam.

Alors que les manœuvres diplomatiques s'accélérent, la pression militaire contre l'Indochine se poursuit. L'armée thaïe, équipée par les USA et la Chine, est frustrée de l'impuissance militaire de ses alliés et agents khmers ; elle a mené et perdu une guerre frontalière avec ce petit pays qu'est le Laos entre août 1987 et février de cette année : elle cherchait tout bonnement à s'emparer de terres le long d'une frontière mal définie. En mars de cette année, la Chine a lancé une offensive contre la pré-

Paris, septembre 1983 — La LTF proteste contre le maintien du gang de Pol Pot à l'ONU.



sence vietnamienne dans les îles Spratleys dans le sud de la mer de Chine et elle a coulé trois cargos vietnamiens. Selon Hanoi, soixante-dix marins vietnamiens étaient portés disparus après l'attaque. Alors que les îles Spratleys ne sont qu'un ensemble de rochers perdus dont la possession est revendiquée par pratiquement tous les pays d'Asie du Sud-Est, les Vietnamiens occupent le plus grand de ces îlots. Il y a des rumeurs non confirmées qu'il y aurait du pétrole, mais la véritable importance des Spratleys réside dans leur position stratégique pratiquement à mi-chemin entre les énormes bases US aux Philippines et la base navale soviétique dans la

baie de Cam Ranh au Vietnam ; et elles longent les routes commerciales vitales pour le Japon, vers les champs de pétrole du Moyen-Orient et vers l'Europe.

DEFENSE DU VIETNAM ! A BAS HAWKE/HAYDEN !

Sous le premier ministre Hawke, l'Australie a participé avec empressement à la campagne antivietnamienne implacable des USA, de la Chine et de l'ASEAN. L'une des premières choses que Hawke et le ministre des Affaires étrangères Hayden ont faites en prenant leurs fonctions a été de revenir sur l'engagement travailliste à apporter une aide économique au Vietnam. C'était le signe qui indiquait que Hawke était l'homme de Reagan en Asie du Sud-Est. Depuis, Canberra a apporté de façon continue un soutien politique et financier aux contras khmers, tout en essayant de prendre ses distances sur le plan diplomatique du fameux Pol Pot. Dans les divers voyages de Hayden à travers l'Asie du Sud-Est et l'Indochine, la cause qu'il plaide était claire : faire partir l'armée vietnamienne du Kampuchéa, et par-dessus tout les Soviétiques de la base navale de la baie de Cam Ranh. Maintenant, Hayden déclare triomphalement que le retrait des troupes vietnamiennes justifie sa diplomatie « de paix ». La présence soviétique est vitale pour la défense du Vietnam, et elle fournit une vraie réponse, même si elle est petite, aux plans de guerre nucléaire de Washington contre le Vietnam et l'URSS. Dans ces plans, les bases US de Subic et Clark aux Philippines jouent un rôle clé, de même que les bases US en Australie, comme le Cap du Nord-Ouest et Pine Gap, qui sont en étroite interdépendance. Le principal souci en matière de politique extérieure du gouvernement Hawke est maintenant de préserver ces bases US alors que les Philippines d'Aquino sont profondément instables.

La Spartacist League insiste depuis longtemps que c'est le devoir de la gauche et du mouvement ouvrier, de défendre le Vietnam contre notre propre classe capitaliste raciste et ce, au moyen d'une lutte de classe acharnée. Par exemple, le premier ministre chinois Zhao Ziyang (maintenant dirigeant du Parti communiste chinois) a fait une visite en Australie peu après l'élection de Hawke, à une époque où la Chine bombardait les provinces du nord du Vietnam ; nous avons alors organisé un rassemblement très militant devant le lieu où se tenait le banquet offert par l'Etat, à Sydney, et nous avons pour mots d'ordre :

« Zhao/Hawke/Reagan — Bas les pattes devant le Vietnam! » et aussi « A bas l'ANZUS/ASEAN — Défense de l'Union soviétique et du Vietnam! » L'un de nos panneaux proclamait: « Le stalinisme met en danger les Etats ouvriers! »

Une défense lutte de classe du Vietnam est d'autant plus urgente que l'Australie est devenue le deuxième refuge, en importance, après les Etats-Unis eux-mêmes, pour les fascistes vietnamiens qui restent du régime fantoche de Saïgon. Accueillis dans l'Australie blanche comme l'exception anti-communiste à la règle raciste, les contras utilisent l'Australie comme plate-forme de financement et de recrutement à des actions terroristes contre le Vietnam. Il y avait des résidents australiens parmi les mercenaires qui ont été tués et capturés lorsqu'une bande de 150 hommes a été taillée en pièces au Laos par les armées vietnamiennes et laotiennes, lors d'un raid avorté sur le Vietnam à la fin de l'année dernière. Canberra a étouffé l'affaire mais ces activités ne peuvent se produire sans que le gouvernement ne le sache et l'approuve. Pour la bourgeoisie australienne, blanche et raciste, la guerre contre la révolution vietnamienne n'est pas terminée.

La plupart de la gauche, comme le parti socialiste pro-soviétique, le parti communiste et le Socialist Workers Party (SWP), se targuent sur le papier de leur « solidarité avec le Vietnam ». Mais ils ont tous fait le mort quand les fascistes vietnamiens locaux se sont déchaînés à travers tout le pays en

1985, contre les meetings de la gauche qui célébraient le dixième anniversaire de la libération de Saïgon. Maintenant, ils saluent par avance le retrait vietnamien, au nom de l'« offensive de paix » de Gorbatchev. L'avenir du peuple cambodgien, à nouveau confronté aux bandes de la CIA le long de la frontière thaïlandaise, ne préoccupe pas du tout ces réformistes.

POUR UNE VERITABLE FEDERATION SOVIETIQUE D'INDOCHINE !

Pour un pays accablé par la pauvreté comme le Vietnam, le fait de résister à l'alliance contre-révolutionnaire représente un énorme fardeau économique. La nouvelle direction vietnamienne, avec le chef du parti Nguyen Van Linh, a réagi à l'émergence de la direction Gorbatchev à Moscou avec sa propre politique de *glasnost* et de *perestroïka*, le « doi moi ». Confronté à une croissance démographique rapide, à l'isolement économique, et avec une économie largement basée sur la petite production urbaine et rurale, l'expérience vietnamienne du « socialisme de marché » a tout l'air d'un désastre; l'inflation est de 700 % par an. En juin, Hanoï a annoncé que trois millions de personnes étaient menacées de famine dans les provinces du Nord, et il a fait appel à une aide alimentaire internationale — sans succès. Les impérialistes et les stalinien chinois ne voient dans cette crise économique grandissante qu'un moyen d'augmenter la pression sur le Vietnam. La classe ouvrière et

les opprimés du monde ont une dette envers les ouvriers et les paysans vietnamiens. A bas le blocus économique impérialiste du peuple vietnamien!

Le régime de Hanoï est aveuglé par sa propre conception stalinienne et nationaliste du monde. Pour sa direction, la seule solution pour briser l'isolement du pays est de chercher à se concilier les dirigeants de l'ASEAN au lieu de chercher son salut dans l'extension de la révolution à travers les néo-colonies de l'Asie du Sud-Est. En particulier, Hanoï recherche un bloc anti-Chinois avec les militaires indonésiens, les bouchers du parti communiste indonésien en 1965. Hanoï a dénoncé les insurgés de gauche aux Philippines comme « maïstes », signalant ainsi clairement sa volonté de faire un pacte avec le régime du laquais US Aquino, qui se trouve en ce moment sur une poudrière sociale. Mais le succès d'une révolution sociale dans cette nation stratégique de l'Asie du Sud-Est mettrait en pièces le front impérialiste dirigé contre le peuple vietnamien.

Quelles que soient les déformations bureaucratiques du Vietnam, du Kampuchéa et du Laos, leur terrible pauvreté est essentiellement l'héritage de quarante ans de guerre impérialiste. Les formes de propriété socialisées donnent les bases matérielles pour une reconstruction rapide, mais il ne peut pas y avoir d'amélioration significative sans une augmentation massive de l'aide du bloc soviétique. Quand, en 1983, le Vietnam dut subir une autre attaque chinoise, nous fai-

sions le commentaire suivant: « C'est avec amertume que nous voyons les ressources de l'économie collectivisée dépensées pour engraisser les cléricaux fascistes pil-sudskistes en Pologne, alors même que le peuple héroïque vietnamien souffre d'une dure pauvreté [...] » (*Workers Vanguard* n° 328, 22 avril 1983). Mais le Kremlin de Gorbatchev, attaché à sa vision nationaliste condensée dans le dogme de Staline du « socialisme dans un seul pays » est bien plus intéressé à se concilier les impérialistes et à encourager les aspirants capitalistes à l'intérieur même de l'Union soviétique. La situation douloureuse des peuples indochinois ne peut être résolue qu'avec une perspective révolutionnaire internationaliste, dans le cadre politico-économique d'une authentique fédération soviétique de l'Indochine. En dernier ressort, au Vietnam, au Kampuchéa et au Laos, mais aussi en Chine, la construction du socialisme exige une révolution prolétarienne dans les pays impérialistes avancés — les USA, le Japon et l'Australie. En particulier, le prolétariat japonais au pouvoir pourra fournir une aide matérielle et technique gigantesque pour une rapide transformation socialiste de l'Indochine. La condition préalable à la révolution socialiste dans les pays capitalistes et également à la révolution politique prolétarienne dans les Etats ouvriers déformés, c'est la construction de partis internationalistes, trotskystes; ces partis seront forgés dans la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Chevènement...

Suite de la page 5

sur le fond. Ainsi, l'*Humanité* du 9 septembre, dans une critique du film du Sénégalais nationaliste Ousmane Sembene, explique: « De même, on regrette qu'un militant de sa trempe [...] semble reprendre à son compte la thèse comme quoi [les tirailleurs sénégalais] auraient simplement fait une guerre qui n'était pas la leur. Si Rommel n'avait pas été arrêté à El Alamein, l'Afrique noire, aussi, en aurait souffert. » Autrement dit, la France était une puissance coloniale, mais c'était la nôtre! Jusqu'à 1958, le PC était pour le maintien de l'Union française (autre désignation de l'Empire), en argumentant que le front populaire donnerait des droits démocratiques aux populations coloniales opprimées. Cet argument a permis à la direction Duclos-Thorez de s'opposer à toute lutte des coloniaux pour l'indépendance (et cela malgré le courage des militants communistes qui, par exemple pendant la sale guerre d'Algérie, faisaient les « porteurs de valises » ou autres); « Ceux qui réclament l'indépendance [du peuple algérien] de la France sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme » (*l'Humanité*, 30 juin 1945, cité dans le PCF et la question coloniale, Jacob Moneta).

La suite logique de ça, c'est la déclaration du CC, après le massacre de Sétif (où la police et l'armée ont tué 50 000 Algériens): « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute » (« Communiqué du comité central du Parti communiste », 12 mai 1945, *Ibid.*) Et il y a aussi l'abstention sur les crédits de guerre pour le Vietnam (quand les



Der Spiegel

La puissance militaire soviétique a empêché les impérialistes d'appuyer sur le bouton nucléaire.

ministres PC étaient déjà en dehors du gouvernement) qui n'était pas spécialement une manifestation de solidarité prolétarienne à l'égard du camarade Ho Chi Minh! Depuis les années 35-36, le PCF soutient avec des arguments divers les pires saloperies de l'impérialisme; c'est aussi la date où il bascule définitivement dans le soutien à la défense nationale. Comment en est-il arrivé là?

LES FRUITS AMERS DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Les communistes qui fondèrent la III^e Internationale se sont forgés dans la lutte intransigeante contre tout chauvinisme et tout soutien à la défense nationale. Mais sur la base de la misère, de l'encerclement capitaliste et du reflux de la vague révolutionnaire des années 20, une couche parasitaire a exproprié politiquement la classe ouvrière en URSS. Plus question de révolution mondiale: « La "théorie" du socialisme dans un seul pays [de Staline], pour la première fois énoncée au cours de l'automne 1924, signifiait le désir de délivrer la politi-

que étrangère des soviets du programme de la révolution internationale » (Léon Trotsky, *la Révolution trahie*). Dès lors, les partis communistes sont devenus des chambres d'enregistrement dociles des zigzags de la bureaucratie, c'est-à-dire des moyens de pression des bureaucrates sur la bourgeoisie.

En 1935, le saut est accompli:

Yougoslavie...

Suite de la page 11

tion nationale en Yougoslavie » (*Workers Vanguard* n° 110, 21 mai 1976), nous lancions une mise en garde: « Maintenant, même les grandes réalisations de la Révolution yougoslave — le renversement des rapports de propriété capitalistes et le fait qu'ont été surmontés les conflits nationaux sanglants qui avaient ravagé la Yougoslavie bourgeoise — sont elles-mêmes menacées par l'encouragement par la bureaucratie [...] de forces centrifuges. Les conditions s'accroissent

Staline signe, avec Laval, un pacte où il reconnaît la défense nationale française, et les députés communistes votent la ratification du traité franco-soviétique. Codifiées par le 7^e congrès du Comintern, et appliquées par la politique des fronts populaires, les alliances de collaboration de classe sont la seule alternative possible pour un PC qui a sombré définitivement dans le réformisme. Comme l'écrivait Trotsky en 1938: « Staline a réconcilié les partis communistes des "démocraties" impérialistes avec leur bourgeoisie nationale [...]. A partir de maintenant, les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la "défense de l'URSS" » (« Une leçon toute fraîche », *Oeuvres*, tome 19).

Les communistes qui veulent lutter contre la bourgeoisie et défendre l'URSS n'ont rien à attendre d'un PC « plus fort » car chaque voix, chaque soutien, sera automatiquement dévoyé vers la trahison des idéaux communistes.

Retour à la voie de Lénine et Trotsky! ■

pour une guerre civile sanglante [...], une guerre qui pourrait bien être travestie en lutte de "libération nationale". C'est l'héritage du titisme, du stalinisme "à visage humain". C'est l'héritage que les masses travailleuses doivent surmonter en construisant un parti d'avant-garde trotskyste, capable de mener à bien une révolution politique ouvrière pour chasser la bureaucratie de Tito et créer ainsi les conditions pour l'extension internationale de la révolution ». Aujourd'hui, alors que la banqueroute de l'« autogestion ouvrière » alimente la résurgence des antagonismes nationaux, ce programme offre la seule véritable voie au socialisme. ■

Vietnam: n'abandonnez pas le Kampuchéa!

L'article ci-dessous, traduit de Workers Vanguard n° 461, a été adapté du journal de nos camarades de la Spartacist League of Australia and New Zealand, Australasian Spartacist n° 127, août-septembre 1988.

L'armée vietnamienne a commencé un retrait partiel du Kampuchéa. Le 26 mai Hanoï a annoncé qu'il retirerait la moitié de son contingent militaire, quelque 50 000 hommes, avant la fin de cette année. Le commandement de l'armée vietnamienne à Phnom Penh a déménagé le 23 juin avec moult cérémonies d'adieu. Le commandant adjoint des forces vietnamiennes, le major-général Le Kha Phieu, a annoncé que le Vietnam a perdu 55 000 hommes dans la guerre au Kampuchéa depuis 1977. Il est significatif que 30 000 d'entre eux ont été tués dans les combats frontaliers de 1977-78 contre les raids meurtriers de Pol Pot à l'intérieur du Vietnam, ces combats qui ont finalement incité Hanoï au renversement de Pol Pot en janvier 1979. Les combattants restants doivent être « placés sous le commandement » du gouvernement de la République populaire du Kampuchéa (RPK), dirigé par Heng Samrin et Hun Sen, jusqu'à leur retrait final en 1990. Hanoï a exprimé sa confiance que la RPK et son armée étaient maintenant suffisamment fortes pour garantir la sécurité du Kampuchéa contre les bandes contre-révolutionnaires qui sont massées tout au long de la frontière thaïlandaise; ces bandes reçoivent une aide massive de l'Ouest impérialiste, du bloc de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) et des staliniens chinois.

Mais le moment où cette déclaration a été faite, quelques jours à peine avant le sommet de Moscou entre Reagan et Gorbatchev, montre clairement que la décision de Hanoï était le résultat de la pression de la direction soviétique. Le Vietnam est totalement dépendant de l'aide économique et militaire de Moscou pour faire face à l'impitoyable pression impérialiste à laquelle est soumis ce peuple héroïque. Confronté au militarisme impérialiste et de peur d'une nouvelle stagnation économique, le régime de Gorbatchev a choisi d'essayer de se concilier les USA avec une politique d'apaisement global — en enterrant les luttes de tous les peuples qui, en se libérant du joug impérialiste, attendent l'aide de l'Union soviétique. Gorbatchev pense qu'il peut acheter « la paix à notre époque » en éteignant les « points chauds régionaux » de l'Afghanistan à l'Angola et au Cambodge. Il ne parviendra qu'à une chose: nourrir les ambitions contre-révolutionnaires de Washington qui rêve d'arriver jusqu'aux portes du Kremlin.

Les impérialistes, l'ASEAN et la Chine voient dans ce début de retrait vietnamien une chance d'obtenir à la table des négociations ce que leurs contras khmers n'ont aucune chance de gagner sur le champ de bataille. Fin juillet, la glace diplomatique a été rompue



Phansak/Sipa

Soldats vietnamiens de retour du Kampuchéa. L'armée vietnamienne a libéré le peuple cambodgien du cauchemar du régime Pol Pot.

Pour amadouer les impérialistes, Gorbatchev serre la vis à Hanoï

lors des discussions informelles de la « cocktail party » de Bogor en Indonésie entre l'ASEAN, le Vietnam, le premier ministre de la RPK Hun Sen et les trois factions de la coalition de la « résistance ». Celle-ci est constituée des Khmers rouges de Pol Pot et Ieng Sary, avec Khieu Samphan comme homme de paille du FLNPK d'extrême droite de Son Sann et des partisans du prince Sihanouk. Ce dernier, juste avant que les discussions commencent, a encore fait son numéro habituel en démissionnant de son poste de président de cette « coalition » malaisée. Tous émergent à la CIA, mais les deux derniers sont des fantômes militaires.

Les forces restantes de Pol Pot, qui se déclarent maintenant ouvertement pour la restauration capitaliste, sont la seule force militaire de la « coalition ».

Pour ses sponsors, la « cocktail party » n'a pas vraiment été une partie de plaisir. Hun Sen a déclaré qu'il n'y avait aucune chance que la RPK se dissolve pour former un gouvernement de coalition avec les contras, mais il a offert à Sihanouk une place au « conseil de réconciliation nationale ». Il est fort probable que les rebelles khmers puissent rafistoler une quelconque coalition durable. Les Khmers rouges sont l'obstacle majeur à un accord. Pour les impérialistes, les

Khmers rouges ont été un instrument utile de pression militaire sur le Vietnam, mais ils ne veulent pas les revoir au pouvoir et ils ne savent maintenant plus quoi en faire. Il en est de même pour Sihanouk, dont la plus grande partie de la famille a été massacrée sous Pol Pot et dont la dernière démission a été accélérée par de nouvelles tueries de ses hommes par les Khmers rouges. D'où les discussions pour mettre hors circuit Pol Pot, Ieng Sary, leurs femmes et plusieurs de leurs principaux acolytes — la clique Pol Pot — en les envoyant en exil en Chine, bien que les staliniens chinois n'aient pas l'air très chauds pour héberger leurs créatures khmères.

Les staliniens vietnamiens, profondément nationalistes et obstinément attachés au dogme du « socialisme dans un seul pays », sont entrés au Kampuchéa dans le seul but de leur autopréservation. En faisant cela, ils ont sauvé le peuple cambodgien de l'holocauste épouvantable du régime fou de Pol Pot, qui avait transformé le pays en un vaste camp de concentration. Il n'y a absolument rien à négocier avec les contras khmers et leurs bailleurs de fonds impérialistes. Tout le verbiage occidental sur un « gouvernement de coalition » et des « élections libres » cache mal leur vrai dessein: forcer une contre-révolution capitaliste sanglante contre l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé terriblement faible qu'est la RPK. Cela ne pourrait que signifier un nouveau régime de terreur épouvantable pour le peuple khmer; et, vu la faiblesse politique et militaire des contras, il y aurait sans doute une intervention militaire impérialiste directe, sous la forme d'une « force de maintien de la paix », que le gouvernement japonais a déjà offert de financer.

GORBATCHEV MINE LA DEFENSE DE L'URSS

Mais ce n'est pas tout. Non seulement les nations d'Indochine sont une unité sur le plan géographique, et aussi partiellement sur le plan économique mais, de plus, la frontière du Kampuchéa passe à moins de 80 kilomètres du cœur de Ho-Chi-Minh-Ville. Les impérialistes se frottent les mains de satisfaction à l'idée de serrer encore davantage l'étau militaire et économique sur le Vietnam, qui est déjà l'un des pays les plus pauvres du monde. Ils veulent se venger dans le sang des ouvriers et paysans vietnamiens qui, en portant une défaite historique aux impérialismes US et australien en 1975, ont marqué la fin du « siècle américain ». Et, partout où il y a une odeur de contre-révolution, il y a le pape — symboliquement, en juin, le Vatican a canonisé 117 prêtres vietnamiens tués au siècle dernier dans des soulèvements anticoloniaux. Le régime de Hanoï doit savoir que la possibilité de la contre-révolution au Kampuchéa, qui serait ouverte par un retrait militaire trop rapide, est po-

Suite page 13

Le «socialisme de marché» en Europe de l'Est

La banqueroute
du modèle yougoslave

VOIR PAGE 8